

# Lutte de classe

*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes*

## Infos internationales

- Un nouveau scandale rejaillit sur le Parlement italien. (28.02)
- L'Azerbaïdjan brandit un risque de "grande guerre" au Caucase. (26.02)
- Lybie. Mouammar Kadhafi appelle au "djihad" contre la Suisse. (26.02)
- Grèce. Grève générale en Grèce contre le plan d'austérité. (25.02)
- Espagne. Manifestations en Espagne contre la réforme des retraites. (25.02)
- Bangladesh : 900 soldats vont être inculpés pour une mutinerie. (25.02)
- Afghanistan: Karzaï prend le contrôle de la commission des plaintes électorales. (25.02)
- L'Amérique latine et les Caraïbes créent un nouveau bloc. (24.02)
- Souveraineté des Malouines: les pays latino-américains soutiennent l'Argentine. (24.02)
- Turquie: une cinquantaine d'officiers interpellés pour complot présumé en vue d'un coup d'Etat. (23.02)
- USA. Les responsables qui ont autorisé les interrogatoires des années Bush blanchis. (20.02)
- La Russie livrera des missiles antimissiles à l'Iran. (20.02)
- Zimbabwe. Un millier de fonctionnaires manifestent au Zimbabwe. (20.02)
- Allemagne. Accord historique dans l'industrie allemande. (19.02)
- Assassinat d'un cadre du Hamas : les enquêteurs de Dubaï désignent le Mossad. (19.02)
- Niger. Les militaires prennent le pouvoir au Niger. (19.02)
- Japon. Japan Airlines souhaiterait réduire les salaires de 5%. (19.02)
- G-B Les pilotes de la Lufthansa votent en faveur d'une grève de quatre jours. (18.02)
- Au Kenya, plusieurs scandales de corruption menacent le gouvernement de coalition. (18.02)
- Ukraine : le résultat de l'élection présidentielle est suspendu. (18.02)
- Libye. Tripoli refuse les visas aux ressortissants de l'espace Schengen. (17.02)
- Inde. Lakshmi Mittal : «*Nous avons atteint nos objectifs*». (12.02)
- Grèce. Asphyxiée avec la complicité de Merkel et Sarkozy. Que les travailleurs paient la note ! (12.02)
- Allemagne. Berlin va devoir augmenter ses aides aux plus démunis. (11.02)
- Grèce. Grève et manifestations contre le plan d'austérité en Grèce. (11.02)
- Grèce : appel à la grève pour mercredi. (10.02)
- La récession pousse les Etats européens à réformer les retraites. (10.02)
- Algérie. La France ne digère pas la demande algérienne de "*reconnaissance des crimes coloniaux*". (10.02)
- Italie. L'ombre de la mafia plane sur Forza Italia, le parti de Berlusconi. (10.02)
- Afghanistan. Les taliban afghans refusent la main tendue d'Hamid Karzaï. (7.02)
- Portugal : le Parlement rejette un plan d'austérité. (6.02)
- En Grèce, les grèves se multiplient contre les mesures d'austérité. (05.02)
- Espagne. Crimes du franquisme: la menace de poursuites se rapproche du juge Garzon. (05.02)
- La Grèce promet de suivre son plan d'économies à la lettre. (03.02)
- Italie. Grève générale chez Fiat. (03.02)
- Portugal. Le Premier ministre portugais s'en prend aux marchés. (02.02)
- USA. En 2011, les États-Unis dépenseront plus de 800 milliards de dollars pour leurs armées. (02.02)

## **USA. En 2011, les États-Unis dépenseront plus de 800 milliards de dollars pour leurs armées. (02.02)**

**Lepoint.fr - 01.02**

Le budget militaire américain est toujours assez ébouriffant quand on le compare au budget français. Celui que Barack Obama a présenté pour l'année fiscale 2011 s'élève à 768 milliards de dollars (552,11 milliards d'euros), soit 17 fois le budget français de 2010, qui s'élève à 45,2 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Si on utilise le critère de la dépense militaire par habitant, on obtient 514 euros en France (nourrissons et centenaires compris), et 1.862 euros aux États-Unis.

On remarque également que le Pentagone dépensera l'an prochain plus d'un milliard et demi d'euros par jour. On observe, en outre, que sur les 768 milliards de dollars réclamés par le président Obama, 159 milliards concernent les opérations extérieures. Les 30.000 soldats, dont le renfort pour l'Afghanistan a été décidé en décembre dernier, nécessiteront un effort budgétaire de 33 milliards de dollars supplémentaires entre septembre 2010 et septembre 2011, en sus des 768 milliards, ce qui portera le budget à 801 milliards. Certes, il ne s'agit pas des dépenses directes nécessaires pour ces soldats, puisque la somme inclut également les dépenses opérationnelles complémentaires que leur présence nécessitera. On ne peut toutefois pas s'empêcher de rapprocher les chiffres : 33 milliards de dollars pour 30.000 soldats représentent un ratio de 1,1 million de dollars par homme envoyé sur le terrain. Pour un an...

## **Portugal. Le Premier ministre portugais s'en prend aux marchés. (02.02)**

**Reuters - 01.02**

Le Premier ministre portugais, dont le pays est considéré par les marchés et les agences de notation comme un maillon faible de la zone euro en raison de son déficit, dit ne pas comprendre ce jugement.

"Je ne comprends absolument pas la suspicion qui pèse sur mon pays", déclare José Socrates dans une interview publiée dans l'édition de mardi du quotidien français Libération.

Prié de dire s'il la trouve infondée, il répond: "Tout à fait", ajoutant que le plan portugais de réduction du déficits public, qui a finalement été de 9,3% du PIB en 2009, était crédible. "Je sais comment faire et je suis prêt à le faire."

"J'ai vraiment le sentiment que les marchés ne se préoccupent pas de la réalité de la situation économique, mais se basent sur des a priori et des impressions pour rendre leur jugement", ajoute-t-il. "Je recommande à ces analystes de venir constater la réalité sur place."

L'agence de notation Fitch Ratings a estimé mercredi dernier qu'un déclassement de la dette du Portugal était plus probable qu'un statu quo en raison d'un déficit budgétaire pire que prévu en 2009, puisqu'il était auparavant estimé autour de 8% du PIB.

Au vu des difficultés financières que traverse la Grèce, les investisseurs se demandent si le Portugal et d'autres pays endettés de la zone euro risquent de prendre le même chemin.

"Il est extraordinaire que les agences de notation critiquent les gouvernements pour avoir dépensé l'argent qui a permis de sauver le système financier !", dit José Socrates.

"Elles devraient comprendre qu'il y a une différence entre les Etats qui font des dépenses sans raison et ceux qui les font pour une bonne raison. Et n'oublions pas que ce sont ces mêmes agences qui nous donnent des leçons qui ont été incapables d'évaluer les risques, risques qui ont débouché sur la grave crise que nous traversons", a-t-il poursuivi.

"Il est impératif de prendre des mesures et j'espère que le G20 changera le système afin de lui redonner sa crédibilité."

Selon lui, les taux d'intérêt sont élevés parce que les agences de notation "considèrent qu'il y a un risque élevé".

"On voit bien ce que certains ont à gagner dans la situation actuelle", a-t-il estimé.

Le Premier ministre portugais affirme qu'il parviendra à ramener le déficit public de son pays sous la barre des 3% en 2013 mais maintient qu'il a eu raison de le laisser filer puisque le Portugal a été l'un des premiers à sortir de la récession au deuxième trimestre de 2009, "comme la France".

"J'ai une vision instrumentale du déficit: il faut le creuser quand l'économie en a besoin", a-t-il dit.

---

## **Italie. Grève générale chez Fiat. (03.02)**

**LeFigaro.fr - 02.02**

Le constructeur est en grève. La fermeture d'une usine en Sicile et le chômage partiel imposé à 30 000 salariés provoquent un tollé.

Les syndicats de Fiat observeront ce mercredi une grève générale de quatre heures pour défendre l'emploi dans l'usine sicilienne de Termini Imerese et pour protester contre le chômage technique d'une semaine annoncé pour 30 000 salariés italiens du groupe Fiat fin février.

Le ministre de l'Industrie, Claudio Scajola, estime «inopportun» le recours au chômage technique. Pour les syndicats, il s'agit d'un «chantage» à la veille de négociations sociales qui s'annoncent difficiles. Ces mêmes syndicats ont été galvanisés par l'appel lancé dimanche par le Pape à «faire tout son possible pour garantir et faire croître l'emploi». Lors de l'Angélus prononcé du balcon de son appartement, place Saint-Pierre, Benoît XVI a explicitement fait référence à «certaines réalités difficiles en Italie, comme Termini -Imerese».

«Fiat est prêt au dialogue», -répond le président du groupe automobile, Luca Cordero di Montezemolo, très proche des Agnelli. Le constructeur de Turin justifie ces mesures en invoquant la fin de la prime à la casse. Certes, le gouvernement envisage de la proroger, mais de manière ciblée, pour une -période courte (six mois sans doute) et probablement au quart de son montant. Or l'impact de cette prime est réel. En cas d'abandon, cela se traduirait par 300 000 immatriculations en moins.

Quant à Sergio Marchionne, l'administrateur délégué à l'origine du redressement du constructeur, il ne manque pas d'arguments. Il estime que les surcapacités des constructeurs européens représentent environ un tiers de leur production. «C'est le seul continent où l'auto n'ait pas fait sa restructuration», assure-t-il. En Italie, Fiat emploie 21 900 salariés dans six usines pour produire 645 000 voitures par an, «l'équivalent de ce que produit une seule usine au Brésil. Cela n'a aucun sens industriel. Cela reflète une réalité qui n'est plus», ajoute-t-il.

Surcoût de 1 000 euros

Fiat n'entend pas revenir sur sa décision de fermer Termini Imerese, qui emploie 1 300 salariés, à la fin du cycle actuel de production, en 2011 : «Jamais décision n'a été annoncée avec un tel préavis», dit Marchionne.

Il la justifie par le fait que l'usine ne construit rien, mais assemble des Lancia Ypsilon dont les pièces détachées arrivent à grands frais par bateau du nord ou de Melfi (Basilicate). «Produire une voiture à Termini Imerese coûte mille euros de plus qu'ailleurs. C'est un non-sens économique», dit Sergio Marchionne.

La construction de l'Ypsilon sera transférée à Tichy, en Pologne. Emma Marcegaglia, la présidente du patronat, lui donne raison : «Si une usine n'est plus concurrentielle, le problème n'est pas de la maintenir artificiellement en activité, mais de réemployer sa force de travail.»

En compensation, Fiat annonce le transfert en Italie de la nouvelle Panda, produite actuellement en Pologne, dans l'usine napolitaine de Pomigliano D'Arco, à partir de 2011. Ce volume de 250 000 voitures en plus par an garantira l'avenir de l'usine.

En outre Turin promet d'affecter à l'Italie les deux tiers de ses investissements automobiles au cours des deux prochaines -années.

---

## **La Grèce promet de suivre son plan d'économies à la lettre. (03.02)**

**AP - 02.02**

Le Premier ministre grec Georges Papandréou a annoncé mardi que les fonctionnaires ne bénéficieraient d'aucune augmentation salariale, amplifiant un plan d'austérité destiné à réduire le déficit du pays.

Il a également affiché son intention d'augmenter les taxes sur les carburants, de repousser l'âge légal du départ à la retraite, sans toutefois fournir de précisions, et d'accélérer la réforme du système d'imposition, qui sera présentée la semaine prochaine au Parlement alors qu'elle devait l'être à la fin du mois de février.

M. Papandréou avait précédemment déclaré que les agents de la fonction publique gagnant plus de 2.000 euros par mois seraient soumis à un gel des salaires. Mais au cours d'un discours télévisé à la nation, il a précisé mardi soir qu'aucun fonctionnaire ne bénéficierait d'une

hausse salariale au-delà des augmentations liées à l'ancienneté.

Observant que la Grèce était confrontée à une "crise sans précédent", il s'est aussi engagé à lutter contre l'évasion fiscale, alors que la Commission européenne doit rendre publique mercredi une évaluation du plan des autorités grecques destiné à juguler le déficit budgétaire, estimé à 12,7% du Produit intérieur (brut) en 2009, soit quatre fois plus que la limite préconisée par l'UE.

La Commission européenne avait prévenu lundi qu'elle exercerait un contrôle étroit de l'état des finances publiques grecques et pourrait si besoin lui demander d'appliquer des mesures correctives comme de nouveaux impôts ou de réduire ses dépenses.

L'importance de la crise budgétaire de la Grèce et la crainte que le pays ne puisse pas rembourser ses dettes ont fragilisé l'Union européenne et affecté l'euro.

"Nous sommes déterminés à instaurer la stabilité et appliquer notre plan à la lettre, de manière stable et suivie", a déclaré M. Papandréou lors d'une conférence à Athènes. "Pour la première fois, notre pays doit faire beaucoup en peu de temps, et pour la première fois, nous sommes très déterminés".

---

## **Espagne. Crimes du franquisme: la menace de poursuites se rapproche du juge Garzon. (05.02)**

### **AP - 04.02**

Un juge de la cour suprême espagnole a estimé jeudi qu'il existait bien des motifs de juger Baltasar Garzon, le juge de l'Audience nationale espagnole, spécialiste des dossiers terroristes et célèbre dans le monde entier pour avoir inculpé Augusto Pinochet puis Oussama ben Laden: selon elle, le magistrat pourrait avoir délibérément ignoré la loi en se déclarant compétent pour enquêter sur les atrocités de la guerre civile espagnole.

En 2008, le juge Garzon a une fois de plus fait l'histoire en ouvrant une enquête sur la disparition de plusieurs dizaines de milliers de civils pendant la guerre civile espagnole (1936-39).

Les atrocités commises par les forces du général Francisco Franco pendant le conflit qui les opposèrent aux Républicains et pendant les premières années de la dictature franquiste sont couvertes par une Loi d'Amnistie, promulguée par les Cortes en 1977, deux ans après la mort du dictateur, au début de la transition démocratique.

Mais, en lançant son enquête, Garzon a "délibérément décidé d'ignorer ou mettre de côté" la volonté du parlement d'oeuvrer, via cette, amnistie à la réconciliation du pays, estime jeudi le juge du Tribunal suprême Lucio Varela, dans son jugement de 55 pages. Le juge Garzon a cinq jours pour faire appel.

Si cet appel est rejeté, un panel de cinq juges de la cour suprême devra ensuite se prononcer: soit dire qu'il faut abandonner l'affaire, soit laisser le juge Varela décider s'il entame des poursuites contre Garzon pour "prévarication". Ce dernier affirme n'avoir rien à se reprocher et a présenté son point de vue devant le Tribunal suprême en septembre.

S'il en arrivait à être condamné pour "prévarication", pour avoir agi alors qu'il savait très bien qu'il n'était pas compétent, le juge Garzon pourrait être suspendu pendant plusieurs années.

L'enquête ouverte en 2008 par le juge Garzon n'a duré que quelques mois. Il a du céder sur une querelle de juridiction, l'affaire étant transférée vers les tribunaux provinciaux.

Mais c'était la première fois qu'une enquête officielle était ouverte en Espagne sur cette période, la plus sombre du passé franquiste du pays, jamais confronté.

Du coup, l'année dernière, le syndicat de fonctionnaires d'extrême droite "Manos Limpias" ("Mains propres") a porté plainte contre le juge pour avoir rouvert cet épineux dossier, et le Tribunal suprême a accepté d'étudier la requête.

Baltasar Garzon est devenu célèbre en incarnant la doctrine espagnole de juridiction universelle, qui stipule que les crimes les plus atroces, comme la torture et le terrorisme, relèvent d'une compétence globale et non nationale. C'est ainsi qu'il s'en est pris à Augusto Pinochet, faisant en 1998 arrêter l'ancien dictateur chilien en Grande-Bretagne. En 2003, il a également inculpé Oussama ben Laden pour les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

"Amnitié" les franquistes, ne pas juger leurs crimes, blanchir la dictature franquiste, l'oeuvre du parlement espagnol dominé par le PSOE. Logique non, puisque ce parti a fait le lit du franquisme avec les staliniens et les anarchistes !

## **En Grèce, les grèves se multiplient contre les mesures d'austérité. (05.02)**

**LeMonde.fr et AFP - 04.02**

Agents du fisc et douaniers grecs ont lancé jeudi 4 février les premiers débrayages prévus par les syndicats contre les mesures d'austérité décidées par le gouvernement socialiste pour sortir le pays de la crise financière. Les syndicats, qui regroupent plusieurs centaines de milliers de membres et disposent d'une forte capacité de mobilisation de leurs troupes, ont décidé de cette action afin de manifester leur opposition à la voie choisie par le gouvernement socialiste pour tenter de réduire le déficit budgétaire abyssal de la Grèce.

Le premier ministre Georges Papandréou a annoncé en début de semaine qu'au-delà du plan de sortie de crise soumis par la Grèce à la Commission européenne et approuvé par Bruxelles mercredi, il appliquerait un gel total des salaires des fonctionnaires, une augmentation de l'âge du départ à la retraite et une hausse des taxes sur les carburants.

Le syndicat des quelque 15 000 agents du fisc s'affirme prêt à accepter la perte de privilèges fiscaux, mais juge inacceptable le total des coupes envisagées, qu'il chiffre à près du quart du revenu de ses membres. Les agents ont annoncé leur intention de faire à nouveau grève les 10 et 17 février. Les quelque 4 000 douaniers excluent pour leur part toute concession salariale.

La confédération des fonctionnaires, qui compte près de 200 000 membres, a confirmé mercredi un appel à une grève de 24 heures pour le 10 février, déjà annoncé à la mi-janvier. Le front syndical du Parti communiste a indiqué qu'il se joindrait à cette grève.

### **APPEL À CESSER LE TRAVAIL DANS LE PRIVÉ**

De son côté, l'influente Confédération des travailleurs de Grèce (GSEE, 600 000 adhérents) a appelé jeudi à une grève nationale de 24 heures dans le secteur privé, le 24 février, pour protester contre les projets gouvernementaux de réforme des retraites. Mardi soir, le premier ministre a en effet annoncé, à la surprise générale, sa volonté de repousser l'âge de départ à la retraite, dans le cadre d'un projet en préparation de réforme du système des retraites. Le gouvernement "nous avait promis qu'il n'y aurait pas de changement sur ce point (...) allonger l'âge de la retraite n'apporte aucune solution", a affirmé le secrétaire général de la GSEE. La presse estimait jeudi que l'annonce de M. Papandréou signifierait probablement un alignement de toute une série de catégories professionnelles bénéficiant de retraites anticipées sur le régime général de retraite à 65 ans.

La dette de la Grèce s'élève à plus de 294 milliards d'euros (412 milliards de dollars) et son déficit se situe bien au-delà des limites des 3 % du PIB acceptées pour les membres de la zone euro.

## **Portugal : le Parlement rejette un plan d'austérité. (6.02)**

**AP - 05.02**

Le gouvernement portugais mis en minorité sur son plan d'austérité: le Parlement l'a rejeté vendredi, adoptant à la place une proposition de loi de l'opposition permettant au pays de s'endetter davantage. Un vote qui risque d'aggraver les inquiétudes des marchés financiers sur la capacité de certains pays européens à maîtriser leurs déficits.

La proposition de loi a été adoptée par 127 voix contre 87, révélant de profondes réticences au plan d'austérité. Le gouvernement socialiste, minoritaire au Parlement, a tenté sans succès de s'opposer à l'adoption du texte. Après le vote, la bourse de Lisbonne a clôturé en baisse de 1,4%.

Le gouvernement estime que la nouvelle mesure va creuser un déficit budgétaire de 400 millions d'euros sur les quatre prochaines années en permettant aux régions semi-autonomes des Açores et de Madère de s'endetter davantage.

Le gouvernement avait proposé de limiter la dette des deux régions, qui reçoivent des crédits de Lisbonne mais contractent également des prêts. Or, le texte de l'opposition permet à chacune des deux de l'augmenter de 50 millions d'euros par an sur les quatre prochaines années. La dette de Madère s'élève déjà à 1,2 milliard d'euros, selon le gouvernement.

Le ministre aux Affaires parlementaires Jorge Lacao a jugé le texte de l'opposition "irresponsable", estimant qu'il envoyait "un signal extrêmement négatif" aux marchés internationaux. Il a précisé que le gouvernement chercherait à modifier le budget 2010 pour annuler les effets du nouveau texte. Cette révision risque toutefois de provoquer des frictions politiques.

Le ministre des Finances Fernando Teixeira dos Santos avait de son côté averti à la télévision jeudi soir que le texte de l'opposition aurait de "graves conséquences" pour les finances de l'Etat. "Nous ne pouvions pas envoyer un plus mauvais signal", a-t-il déclaré, promettant d'user de tous les moyens légaux et politiques pour empêcher son application. Pour 2009, le déficit public portugais devrait atteindre 9,3% du produit intérieur brut, un record national. Le gouvernement du Premier ministre José Socrates a promis de le ramener en 2013 sous la barre des 3% du PIB, limite fixée aux pays de la zone euro, en réduisant les effectifs dans la fonction publique, en gelant les salaires des fonctionnaires et en réduisant d'autres dépenses.

La dette publique du Portugal devrait grimper à 85,4% du PIB cette année, contre 76,6% en 2009, alors que le gouvernement portugais investit dans l'économie et augmente ses dépenses sociales sur fond de hausse du chômage.

Quelque 30.000 manifestants ont défilé vendredi dans le centre de Lisbonne pour manifester contre un gel des salaires dans le secteur public. Les syndicats ont également annoncé leur intention d'organiser des grèves.

Les marchés financiers craignent que le scénario des difficultés financières grecques ne se reproduise dans d'autres pays de la zone euro comme le Portugal et l'Espagne.

En Grèce, le gouvernement du Premier ministre socialiste Georges Papandréou subit de fortes pressions de la part des marchés et d'autres gouvernements de l'Union européenne pour réduire son déficit, qui s'élève à 12,7% du PIB. Il a promis de le ramener à 2% en 2013 et a annoncé une cure d'austérité. Si la Grèce manque à ses engagements, cela constituerait un sérieux revers pour l'euro, mais Athènes et l'Union européenne ont assuré que cela n'arriverait pas.

En Espagne, l'économie a enregistré fin 2009 son 6e trimestre consécutif de contraction, à -0,1% pour octobre-décembre, a annoncé la banque d'Espagne vendredi. Pour l'ensemble de l'an dernier, l'économie espagnole a vu son PIB reculer en moyenne de 3,6%.

Le déficit espagnol pour 2009 était de 11,4%, soit près de quatre fois la limite autorisée par les critères de convergence européens, de 3%. Madrid a annoncé un programme d'austérité sur quatre ans. AP

---

## **Afghanistan. Les taliban afghans refusent la main tendue d'Hamid Karzaï. (7.02)**

**Reuters - 06.02**

Les taliban ont refusé l'offre de réconciliation avancée par le président afghan Hamid Karzaï, la qualifiant de vaine et grotesque, et affirmant être prêts à discuter de l'instauration d'un Etat islamique.

"Ce n'est pas la première fois que le régime de Kaboul et les pays envahisseurs cherchent à jeter de la poudre aux yeux de l'opinion publique mondiale en annonçant dans les mots la réconciliation tout en préparant en actes la guerre", déclarent-ils dans un communiqué en anglais sur leur site alemarah.info.

"De la même manière, ils fixent des conditions qui équivalent à une escalade de la guerre plutôt qu'à son achèvement", ajoutent les taliban.

"Par exemple, ils veulent que les Moudjahidine déposent les armes, acceptent la constitution et renoncent à la violence. Personne ne peut appeler cela de la réconciliation", disent-ils.

Les talibans ont estimé que l'appel de Karzaï, soutenu par les grandes puissances, était vain, au moment où, selon eux, leur influence ne fait que croître.

Le communiqué rappelle les objectifs des taliban: indépendance totale et instauration d'un système islamique. "Notre priorité est de parvenir à ces objectifs par le dialogue et la négociation", ajoutent-ils.

---

## **L'ombre de la mafia plane sur Forza Italia, le parti de Berlusconi. (10.02)**

**Lepoint.fr - 08.02**

Coup de théâtre, lundi, au palais de justice de Palerme. Invité à déposer dans le procès du commandant Mori, un carabinier accusé d'avoir empêché, en 1995, la capture du parrain Bernardo Provenzano, Massimo Ciancimino, fils de l'ancien maire de Palerme, a déclaré : "Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, est né à la suite d'un accord entre l'État et Cosa Nostra."

Ce n'est pas la première fois que l'ombre de la mafia effleure Silvio Berlusconi. Dans les années 1970, malgré une condamnation pour homicide, le mafieux Salvatore Mangano était le responsable des écuries du Cavaliere. Les parquets de Caltanissetta et de Florence ouvrirent plusieurs enquêtes, archivées depuis, accusant Berlusconi de complicité dans différents attentats commis par la mafia. En décembre dernier, le repenté Gaspare Spatuzza a déclaré que le président du Conseil avait consigné le pays à Cosa Nostra. Et Marcello Dell'Utri, plus proche collaborateur de Berlusconi, a été condamné à 9 ans de prison pour association externe à Cosa Nostra...

#### Témoignage privilégié

Cette fois, l'accusation est d'autant plus grave que Massimo Ciancimino n'est pas un repenté quelconque. Son père, Vito Ciancimino, fut maire de Palerme durant les années 1970. Homme d'honneur, il faisait le lien entre les palais du pouvoir et les clans siciliens. Massimo, qui était alors le secrétaire de son père, fut le témoin privilégié des compromissions entre l'État italien et Cosa Nostra. Ses dépositions dans un autre procès ont été avalisées par la condamnation à 10 ans de prison d'un député régional sicilien. Pour la justice, le fils de l'ancien maire de Palerme est donc un témoin crédible.

Le témoignage de Massimo Ciancimino commence au printemps 1992. Commandée par le sanguinaire Toto Riina, affaiblie par les maxiproccès antimafia, Cosa Nostra s'engage dans une stratégie terroriste en assassinant les juges Falcone et Borsellino et en plaçant des bombes à Rome, à Milan et à Florence. Objectif : contraindre l'État à alléger le régime carcéral des mafieux. La négociation secrète durera plusieurs années. "En 1994, Provenzano (qui avait remplacé Toto Riina, arrêté en 1993, ndr) me fit parvenir une lettre destinée à Berlusconi pour que je la transmette à mon père, a déclaré, lundi, à Palerme, Massimo Ciancimino. Ce dernier me dit alors que le document exigeait que Berlusconi respecte les pactes qui avaient été passés. Et il précisa que Forza Italia était né d'un accord passé entre l'État et la mafia en 1992."

#### "Manoeuvre politique"

Outre sa déposition, Massimo Ciancimino a présenté à la cour un "pizzino" - billet avec lequel communiquent les parrains de la mafia - que Provenzano aurait écrit à Berlusconi. Dans le document, le chef de la mafia fait allusion au "triste événement" qui pourrait frapper Piersilvio Berlusconi, fils du Cavaliere, si ce dernier le trahissait. Une "pure folie" pour la majorité acquise à Berlusconi, qui dénonce une "manoeuvre politique avant les élections".

## La France ne digère pas la demande algérienne de "reconnaissance des crimes coloniaux" . (10.02)

### Lepoint.fr - 09.02

C'est un partenariat au goût bien amer qui a été ratifié, mardi matin, à l'Assemblée nationale. Les députés ont donné leur feu vert à une convention franco-algérienne signée à Alger le 4 décembre 2007. Classique, direz-vous. Sauf que cette ratification intervient dans un contexte tendu. Il y a deux jours, le Parlement algérien a annoncé qu'il envisageait d'adopter une loi criminalisant le colonialisme français.

Cette proposition de loi, signée par 125 députés de différents partis, dont le FLN (Front de libération nationale, conservateur), ne devrait pas être adoptée avant le printemps. Mais l'initiative fait grincer des dents en France. Ainsi, le ministre de l'Immigration, Éric Besson, a ouvertement regretté, mardi matin, cette décision du Parlement algérien, évoquant un "sujet sensible", alors qu'il reste "encore des cicatrices". Pour lui, "il ne faut pas oublier la colonisation et la postcolonisation" et il convient de "dépasser" cette question. Lundi, le député UMP Thierry Mariani, par ailleurs candidat UMP à la présidence du conseil régional de Paca, a réclamé le report provisoire de la ratification de la convention franco-algérienne. "J'avoue mon incompréhension et mon indignation face à cette initiative et m'interroge tant sur son objectif que sur ses motivations profondes", a estimé le parlementaire, avant d'ajouter : "Sous couvert d'enjeux de pouvoir internes, c'est non seulement ceux, rapatriés, qui ont vécu aux côtés du peuple algérien jusqu'en 1962 que l'on insulte, mais aussi, avec l'ensemble de l'armée française, les harkis que l'on méprise et que l'on injurie une nouvelle fois."

#### Kouchner reporte une visite à Alger

De l'autre côté de la Méditerranée, cette proposition est défendue comme "légitime, historique, morale et politique". L'Algérie "continuera d'exiger de la France la reconnaissance de ses crimes à l'endroit des Algériens durant la période coloniale", a ainsi prévenu, jeudi dernier, le chef du FLN, Abdelaziz Belkhadem, insistant : "Les Algériens sont en droit d'exiger cette reconnaissance, car il s'agit également de notre droit à la mémoire collective." Ancien parti unique, le FLN appartient à la coalition au pouvoir. Le 24 octobre dernier, déjà, il affirmait que la France "devait excuses et réparations pour les crimes barbares et génocidaires commis durant 132 ans par le colonialisme en Algérie".

Une posture radicale qui contraste d'autant plus avec les violents débats qui ont émaillé, en 2005, le dépôt - en France - d'un amendement UMP demandant aux manuels scolaires de "reconnaître le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord". Très controversée, l'initiative a été enterrée. Depuis, Paris affiche une attitude constante concernant la période coloniale. Lors d'une visite en Algérie, en décembre 2007, le président français Nicolas Sarkozy a fermement dénoncé le système colonial "injuste par nature". Mais le chef

d'État français a, dans le même temps, refusé toute idée de "repentance", estimant qu'il s'agissait d'une forme de "haine de soi" et de "dénigrement de son pays.

Mardi matin, le secrétaire d'État à la Coopération, Alain Joyandet, a tenté d'apaiser la polémique. "Il faut dépassionner le débat. (...) Il s'agit d'une proposition de loi qui a, certes, été signée par un certain nombre de députés algériens, mais nous, en France, n'apprécions pas que des parlementaires d'un autre pays commentent les propositions de loi déposées par des parlementaires français", a-t-il estimé. "Les relations sont bonnes", martèle aussi l'ambassade de France à Alger dans des propos rapportés par le quotidien algérien El Watan . Reste qu'entre-temps, le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner a mystérieusement reporté une visite prévue en février à Alger.

## **La récession pousse les Etats européens à réformer les retraites. (10.02)**

### **Le Monde - 09.02**

La Grèce et l'Espagne l'annoncent, la France l'envisage, la République tchèque l'a fait, la Finlande voudrait le faire, le Royaume-Uni y pense : la réforme des régimes de retraite est à l'ordre du jour dans plusieurs pays européens, sous la pression de la crise économique.

Bien sûr, le mouvement n'est pas nouveau. Pressés par le vieillissement de leur population, de nombreux pays ont déjà procédé à des aménagements avant la crise de l'automne 2008, augmentant l'âge légal du départ à la retraite, réformant le calcul des pensions ou transférant au privé une part de l'épargne retraite. En Allemagne, en 2006, le premier gouvernement d'Angela Merkel a prévu de porter graduellement l'âge de la retraite de 65 ans à 67 ans entre 2012 et 2029. En Italie, il a été repoussé de 57 ans en 1995 à 65 ans à l'horizon 2013 pour les hommes.

Mais la récession a précipité ce processus de deux façons : elle a affaibli les régimes de retraite, d'une part, et elle en a fait un levier indispensable pour rétablir le crédit financier de certains Etats, d'autre part. A l'heure où les déficits publics se creusent et où la dette grève les perspectives financières des années à venir, les gouvernements se préoccupent de maîtriser un poste qui consomme, selon les pays, entre 5,7 % (comme en Grande-Bretagne) et 14 % (comme en Italie) du produit intérieur brut (PIB). En France, les dépenses publiques au titre des retraites ont représenté 12,4 % du PIB en 2005, selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La crise a d'abord mis en lumière les fragilités des régimes privés. "Pour les régimes privés, explique Martine Durand, directrice adjointe à l'OCDE, la crise financière a joué immédiatement", la chute des Bourses abaissant notablement la valeur des investissements des fonds de pension. En Islande, où le système de retraites est fondé sur la capitalisation, y compris dans la fonction publique, l'effondrement de la Bourse a durement frappé les cotisants. Certains pays en ont tiré des conclusions radicales. La Slovaquie, qui avait favorisé l'adhésion des cotisants à des régimes privés, a ouvert la possibilité de revenir dans le giron du régime public.

Puis la hausse du chômage et la baisse des rentrées des cotisations ont accru la pression sur les régimes publics. Dans les pays où ceux-ci sont dominants, la difficulté de la réforme tient au fait que si son impact sur les finances publiques est différé (repousser l'âge légal de la retraite n'aura d'effet bénéfique sur la réduction des déficits qu'à terme), les inconvénients politiques, eux, sont immédiats.

Pourtant, elle est un des leviers essentiels pour lutter contre l'endettement. "La réforme est urgente, mais elle est pour l'avenir", résume Martine Durand. Le gouvernement finlandais s'est heurté à cette difficulté : il a tenté, début 2009, de relever l'âge légal de la retraite, mais il a dû reculer devant une forte opposition.

En Espagne, le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero, placé dos au mur par la défiance des marchés, mesure la difficulté politique du dossier. Le 29 janvier, il a fait valoir la pyramide des âges très défavorable du pays, qui ne garantit la pérennité du système actuel des pensions que jusqu'en 2023. La proposition du gouvernement inclut un recul de 65 ans à 67 ans de l'âge légal de la retraite, une mesure à laquelle 84 % des Espagnols sont opposés. Les syndicats la rejettent ; ils ont convoqué des manifestations contre le projet pour la fin du mois. Un autre volet de la réforme prévoit de porter de 15 à 25 le nombre d'années prises en compte pour fixer le montant des prestations, ce qui entraînerait une baisse du niveau des retraites. La mesure a provoqué une division au sein du gouvernement et du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Le gouvernement tchèque a lui aussi agi. A partir du 1er janvier, l'âge de la retraite augmentera progressivement pour atteindre 65 ans en 2028 pour les hommes et les femmes sans enfants (entre 62 ans et 65 ans pour les mères de famille). D'autres modifications sont envisagées.

Au Royaume-Uni, les fonctionnaires continuent à profiter de retraites très avantageuses (généralement les deux tiers du salaire), tandis que les salariés du privé doivent se contenter de la pension forfaitaire de l'Etat, d'un montant de 560 livres (638 euros) par mois, à compter de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes. S'y ajoutent, dans moins de 40 % des cas, des fonds de pension d'entreprise, dont les revenus ont été mis à mal par la chute des Bourses.

Avec les élections législatives du printemps, le Labour et les conservateurs ont annoncé vouloir réduire l'écart entre le public et le privé. Le



premier ministre travailliste, Gordon Brown, compte geler les retraites du public. David Cameron, le leader des tories, veut les plafonner à 50 000 livres par an. Aucun des deux ne prévoit d'augmenter la pension que verse l'Etat. Les conservateurs comptent même repousser l'âge auquel les Britanniques peuvent la toucher.

---

## **Grèce : appel à la grève pour mercredi**

### **AP - 09.02**

La Grèce multiplie ses efforts pour calmer les marchés financiers effrayés par l'ampleur de sa dette publique, mais les réformes d'austérité envisagées inquiètent la population. Un appel à la grève générale a été lancé pour mercredi, une première dans le pays.

Le Premier ministre grec Georges Papandréou est quant à lui attendu mercredi à Paris, pour des entretiens notamment avec le président Nicolas Sarkozy, à la veille d'un sommet de l'Union européenne à Bruxelles consacré à la crise économique.

"Notre premier devoir aujourd'hui est de sauver l'économie et de réduire la dette, en trouvant les solutions les plus justes, qui protègent - autant que possible - les classes moyennes et les plus pauvres", a expliqué M. Papandréou mardi en conseil des ministres. Les réformes "doivent continuer (...) et aller en s'accélégrant".

Le plan d'austérité que prépare le tout nouveau gouvernement de centre-gauche (Parti socialiste, PASOK), élu il y a quatre mois, prévoit de diminuer de 2 milliards d'euros les dépenses publiques. L'Etat espère aussi engranger plus de 5 milliards d'euros en mettant en place des impôts supplémentaires et en luttant contre l'évasion fiscale.

Le ministre du Travail, Andréas Loverdos, a annoncé mardi que l'âge de la retraite serait repoussé de deux ans, pour être porté à 63 ans d'ici 2015. "Notre situation est dramatique. Nous changeons le système de sécurité sociale du pays pour lui assurer un avenir viable", a ajouté M. Loverdos.

"Nous devons tout changer ou nous coulerons tous ensemble", a lancé M. Papandréou lundi soir devant le Parlement.

Mais ces réformes inquiètent de nombreux Grecs. Mercredi, les écoles, hôpitaux, perceptions des impôts et représentations ministérielles en région seront en grève. Tous les aéroports de Grèce seront fermés. Le secteur privé a prévu de débrayer séparément, le 24 février.

La Grèce fait tout pour montrer qu'elle n'a pas besoin de plan de sauvetage d'une institution, d'un pays européen ou encore du Fonds monétaire international (FMI), une position qui a reçu le soutien de la Commission européenne et des Etats membres de l'Union européenne. Mais les tentatives de rassurer les marchés sur la solidité de la zone euro et faire cesser la spéculation sur la dette grecque ont jusqu'ici échoué.

De son côté, la Banque européenne d'investissement (BEI) a précisé mardi dans un communiqué qu'elle ne proposerait pas non plus de plan de sauvetage à la Grèce ou à tout autre pays membre de la zone euro (comme l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande) qui ne pourrait honorer sa dette publique, son règlement n'autorisant pas ce genre d'intervention.

Jürgen Stark, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), avait lancé le mois dernier: "les marchés se bercent d'illusions s'ils croient que les Etats membres vont ouvrir leurs portefeuilles pour sauver la Grèce".

Le Traité de Lisbonne autorise toutefois les gouvernements de l'UE à intervenir pour l'un des leurs s'il "connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou événements exceptionnels échappant à son contrôle".

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept se retrouvent jeudi pour discuter croissance économique et relance.

---

## **Grèce. Grève et manifestations contre le plan d'austérité en Grèce. (11.02)**

### **AP - 10.02**

Les aéroports sont restés fermés et de nombreux services publics ont été suspendus ou réduits au service minimum mercredi en Grèce. Les syndicats de fonctionnaires ont déclenché une grève de 24 heures pour protester contre les mesures d'austérité du gouvernement, destinées à réduire l'écrasante dette publique du pays, qui sera aussi au coeur du sommet européen de Bruxelles jeudi.

Les chauffeurs de taxi d'Athènes comptent de leur côté débrayer jeudi. Le secteur privé a prévu de le faire le 24 février et la fédération des syndicats de fonctionnaires, l'AEDY, de se joindre à lui.

Les écoles, hôpitaux, perceptions des impôts et représentations ministérielles en région étaient en grève mercredi, de même que plusieurs milliers de contrôleurs aériens, douaniers, médecins hospitaliers et enseignants. Le trafic des trains était fortement perturbé sur les lignes nationales, mais les transports en commun circulaient normalement.

Dès le début de la matinée, des centaines de retraités et de grévistes se sont rassemblés place Syntagma, dans le centre d'Athènes, en attendant le départ des manifestations. "Aujourd'hui, les travailleurs ont répondu" au gouvernement", scandaient les haut-parleurs. "C'est une guerre contre les travailleurs. Nous répondrons par la guerre, jusqu'à ce que la politique ait changé de voie", a expliqué Christos Katsiotis, membre d'un syndicat ouvrier affilié au Parti communiste.

Et les nouvelles mesures annoncées quelques heures auparavant n'allaient pas rassurer les manifestants: hausse de la taxe de l'Etat sur l'essence et obligation pour tous les commerces de délivrer des factures afin de lutter contre la fraude fiscale.

Pour Alexandros Potamitis, 57 ans, retraité, "ce ne sont pas les employés qui ont pris tout l'argent, c'est la 'ploutocratie'. C'est donc à elle de le rendre".

Mais la participation a finalement été faible et la météo pluvieuse. Quelque 7.000 personnes ont défilé, ce qui est peu par rapport à d'autres manifestations organisées par les mêmes syndicats et qui avaient alors mobilisé des dizaines de milliers de personnes. A Thessalonique, deuxième ville du pays, 3.000 personnes se sont aussi rassemblées.

Le plan d'austérité du gouvernement de centre-gauche (Parti socialiste, PASOK), qui a succédé aux conservateurs en octobre dernier, prévoit notamment un recul de deux ans de l'âge du départ à la retraite, à 63 ans d'ici 2015, le gel des salaires des fonctionnaires, des coupes budgétaires, une diminution des dépenses publiques, la mise en place d'impôts supplémentaires et un renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale.

En 2009, le déficit de l'Etat grec a atteint 12,7% du PIB (produit intérieur brut), soit plus de quatre fois la limite autorisée par les critères de Maastricht. La dette publique a, elle, dépassé les 113%.

Le Premier ministre Georges Papandréou, qui était reçu par le président Nicolas Sarkozy à Paris mercredi, a promis de "prendre toutes les mesures nécessaires (pour atteindre) (son) objectif de réduction du déficit de 4% en 2010, pour arriver à 8,7% du PIB". Il a ajouté que son pays avait "soumis un programme de stabilité et de croissance à la Commission (européenne)", et que celle-ci l'avait approuvé.

Les regards se tournent désormais vers Bruxelles, où les dirigeants de l'Union européenne étudieront jeudi les réponses à apporter à la crise grecque. Les marchés financiers ont réagi positivement mercredi à ce qu'ils considèrent comme des indices d'une probable aide européenne à la Grèce. La rare participation du président de la Banque centrale européenne (BCE), Jean-Claude Trichet, à la réunion de jeudi ne leur a notamment pas échappé.

Certains analystes estiment que la BCE pourrait proposer une aide qui ne passe pas par un véritable plan de sauvetage, comme des garanties de prêt par exemple. Ou les grandes économies européennes, l'Allemagne et la France, pourraient apporter une aide. Des experts évoquent aussi des garanties de prêt ou une aide financière bilatérales.

La position de la première économie de la zone euro, l'Allemagne, sera déterminante. Berlin semble accepter de plus en plus que son intervention soit nécessaire pour éviter la contagion de la crise grecque à toute la zone euro.

Mais un soutien européen à la Grèce pourrait se révéler très problématique si d'autres pays en difficulté, comme l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande, exigeaient le même traitement, met en garde Michael Hewson, analyste chez CMC Markets. AP

---

## **Allemagne. Berlin va devoir augmenter ses aides aux plus démunis. (11.02)**

**Lefigaro.fr - 09.02**

Les juges de la cour constitutionnelle de Karlsruhe ont estimé que le système d'allocations sociales aux plus démunis était insuffisant. Une décision qui devrait coûter des milliards d'euros à l'Etat allemand.

Les juges de la cour constitutionnelle de Karlsruhe viennent de jouer un mauvais tour au gouvernement de centre-droit d'Angela Merkel en prenant une décision « révolutionnaire ». Les gardiens de la loi fondamentale allemande, qui fait office de constitution, ont estimé dans un jugement rendu ce mardi que le système d'allocations sociales aux plus démunis était insuffisant, une décision qui devrait coûter des milliards

d'euros à l'Etat allemand.

Le système appelé Hartz VI était la mesure phare de l'agenda de réformes libérales menées par l'ancien chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder et aussi le volet le plus controversé. Provoquant d'importants mouvements de grève, les indemnités traditionnellement généreuses des chômeurs avaient été ramenées en 2005 à un an. L'aide sociale et les allocations aux chômeurs de longue durée avaient été fusionnés, à la suite de quoi seul restait un forfait mensuel de 345 euros rapidement devenu l'incarnation de la misère imposée par le pouvoir politique.

Le système en vigueur «est incompatible avec l'article 1, paragraphe 1, de la Loi fondamentale», qui garantit «le droit à une existence digne», a déclaré le président de la Cour, Hans-Jürgen Papier. C'est pourquoi «les règles en vigueur ne suffisent pas au regard de la Constitution. Ces règles sont inconstitutionnelles», a-t-il dit. La Cour a donné jusqu'au 31 décembre 2010 au gouvernement pour qu'il repense son mode de calcul des allocations.

La cour a jugé qu'il incombe à l'Etat de garantir à chacun « un minimum de participation à la vie sociale et culturelle » du pays. Or le barème actuel ne prévoit par exemple aucune activité socio-éducative pour les enfants. Les juges ont estimé que le montant des allocations a été fixé « de façon arbitraire », sans prendre « fondement méthodique ». Ils ont cité en exemple l'absence d'un forfait pour l'achat de livres scolaires, de cahier, ou encore d'une calculatrice.

Les conséquences sont dramatiques pour le gouvernement d'Angela Merkel. Quelques 6,7 millions d'Allemands bénéficient des allocations Hartz IV. Selon les projections d'économistes, si l'actuelle allocation de 359 euros par mois pour un adulte est relevée par exemple à 420 euros, il en coûtera 10 milliards d'euros de plus par an à l'Etat. Le budget de l'état fédéral ainsi que celui des Länder sont déjà plombés par la crise. Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble, a déjà annoncé son intention de s'attaquer aux déficits dès 2011, pour revenir dans les clous du pacte de stabilité en 2013. Selon les experts, les caisses sont désormais vides pour mettre en œuvre les baisses d'impôts décidées par le gouvernement. La décision de la cour de Karlsruhe sèmera sans aucun doute la zizanie entre conservateurs et libéraux au sein d'un gouvernement déjà très divisé sur la question des réductions d'impôts.

Commentaire.

La responsabilité de cette situation, la pauvreté qui frappe bien plus que les 6,7 millions de travailleurs allemands et leurs familles qui doivent survivre avec 359 euros par mois grâce à monsieur Gerhard Schröder, est partagée par tous ceux qui ont soutenu le SPD à l'époque où Schröder était chancelier et a fait voter cette loi misérable.

Quand Le Figaro n'envisage qu'un relèvement de 51 euros par mois de cette allocation en précisant qu'elle pèserait d'un poids insupportable sur les finances publiques allemandes, il ne fait qu'exprimer la position du gouvernement d'Angela Merkel, qui en revanche s'est dit prêt unilatéralement à verser quelques milliards au gouvernement grec afin d'éviter que la dégringolade de l'euro devienne incontrôlable...

C'est l'ensemble des contradictions du système capitaliste qui sont déjà tendues à l'extrême qui risquent d'éclater à tout moment, pas seulement en Allemagne, un peu partout dans le monde et particulièrement en Europe.

Tous les économistes reconnaissent aujourd'hui que les pays de l'UE seront parmi les plus touchés par la crise qui a éclaté en 2007, la lutte de classe a de beaux jours devant elle contrairement au capitalisme.

L'heure a sonné pour la classe ouvrière d'abattre le capitalisme, si les conditions objectives ne sont pas encore mûres dans tous les pays de l'UE, il faudrait un effondrement total du système pour qu'elles le soient, force est de constater que les conditions subjectives n'ont même pas commencé à mûrir dans la mesure où il existe un parti révolutionnaire dans aucun pays, encore moins une Internationale ouvrière digne de ce nom, c'est l'absence de ce parti et de cette Internationale qui rend la situation particulièrement préoccupante et dramatique pour l'ensemble des peuples qui doivent continuer de subir la décomposition du capitalisme et qui explique que son agonie se prolonge au-delà de tout les pronostics formulés jusqu'à présent.

Gageons que l'approfondissement de la crise du capitalisme sera finalement salutaire au prolétariat, en cela qu'elle permettra au mouvement ouvrier profondément divisé de mettre de l'ordre dans ses rangs en passant au crible de la critique et en écartant les théories opportunistes et réactionnaires qui l'empêchent pour le moment de se rassembler et de se mobiliser, de briser l'obstacle des appareils qui se dressent sur son chemin, de se doter enfin d'une perspective politique révolutionnaire et d'avancer sur la voie de la révolution socialiste.

Il faut expliquer et faire comprendre au prolétariat et à sa jeunesse, qu'il sera impossible d'inverser le cours des choses sans sa mobilisation révolutionnaire pour renverser le régime en place et prendre lui-même le pouvoir politique, préalable indispensable à la satisfaction de ses besoins et aspirations, qu'il n'existe pas d'autres alternatives au capitalisme que le socialisme.

---

**Grèce. Asphyxiée avec la complicité de Merkel et Sarkozy. Que les travailleurs paient la note ! (12.02)**

## AP - 11.02

Les marchés financiers espéraient un plan de sauvetage assorti de mesures concrètes, ils devront se contenter d'un message de confiance politique: les Vingt-Sept réunis jeudi en sommet à Bruxelles sur la question de la crise budgétaire grecque n'ont fait qu'apporter leur "plein soutien aux efforts du gouvernement grec et à son engagement à prendre toutes les mesures nécessaires" pour réduire de quatre points son déficit cette année.

Les 16 Etats membres de la zone euro "prendront, si nécessaire, des mesures résolues et coordonnées pour assurer la stabilité dans l'ensemble de la zone", concluent-ils, en faisant observer que "le gouvernement grec n'a demandé aucun soutien financier".

Reste qu'en l'absence de garanties financières, la déception prévalait jeudi sur les marchés, les investisseurs ne voyant rien dans cette déclaration de solidarité de l'UE qui puisse les rassurer sur la capacité de la Grèce à faire face à ses prochaines échéances, d'autant qu'Athènes devra emprunter cette année 54 milliards d'euros pour couvrir son déficit budgétaire.

En première ligne dans cette démarche européenne, la France et l'Allemagne -qui détiennent ensemble plus d'un tiers de la dette extérieure grecque- sont "main dans la main" dans le soutien qu'elles apportent à la Grèce, a affirmé le président français Nicolas Sarkozy en clôture de ce sommet informel.

Contrevérité de Sarkozy.

"Nous avons affirmé notre soutien à la Grèce, à la crédibilité que nous accordions aux engagements du gouvernement grec", qui a promis de "faire davantage", a souligné M. Sarkozy au cours d'une conférence de presse conjointe avec la chancelière allemande Angela Merkel.

"Notre rôle n'est pas (...) de favoriser la spéculation", a souligné le président français, refusant d'entrer dans le détail des mesures envisagées pour faire cesser les mouvements financiers autour d'un défaut de paiement de la Grèce.

Mme Merkel a pour sa part reconnu que la "déclaration politique" adoptée par les Vingt-Sept visait à rassurer les marchés financiers sur le fait que "la Grèce a fait le plus important" en s'engageant à réduire, sous surveillance internationale, son déficit public.

Le commissaire Michel Barnier, seul membre français de l'exécutif européen, en charge du Marché intérieur et des services financiers, s'est réjoui que la Commission bénéficie de "l'appui de la Banque centrale européenne, avec l'expertise technique du FMI" pour préserver la stabilité de la zone euro.

---

## **Inde. Lakshmi Mittal : « Nous avons atteint nos objectifs ». (12.02)**

### **figaro.fr et Reuters - 10.02**

Interview de Lakshmi Mittal, PDG du numéro un mondial de l'acier met derrière lui une année 2009 marquée par une division par deux de la production du groupe.

ArcelorMittal échappe de peu à la première perte de son histoire. Êtes-vous satisfait de cette performance ?

Lakshmi MITTAL. - Non, même si, compte tenu des circonstances, nous nous en sommes très bien sortis. Nous avons atteint tous nos objectifs de baisse des coûts, de réduction de la dette, d'adaptation de notre production, et avons négocié avec les différents syndicats dans le monde... alors que 2009 a été une des années les plus difficiles depuis trente ans pour le monde capitaliste. La crise n'est pas finie. La reprise sera lente et progressive. Mais nous sommes parvenus à sortir de la crise avec succès.

L'utilisation de vos capacités de production est passée de 50 %, fin 2008, à 70 %. Qu'anticipez-vous pour cette année ?

Notre planning de production repose sur la demande de nos clients. En 2009, seuls 10 de nos 25 hauts-fourneaux étaient en production. Désormais, une vingtaine sont en activité. Il en reste quatre ou cinq qui sont temporairement arrêtés et redémarreront quand la demande repartira. À la fin de 2010, nos usines devraient fonctionner à 85 % de leurs capacités. Le marché automobile devrait légèrement s'améliorer par rapport au quatrième trimestre 2009 en Europe et croître fortement dans les pays émergents. Nous organisons des journées de l'innovation avec nos grands clients. Nous leur présentons nos nouveaux produits, nos programmes de développement. Ils sont toujours en attente de meilleurs produits, d'aciers à la fois plus résistants et plus légers, et de plus de services.

Comment comptez-vous réaliser les 5 milliards de réduction de coûts annoncés d'ici à 2012 ?

Ce total de 5 milliards comprend les économies déjà réalisées (2,7 milliards, NDLR). Nous avons mis en place de nombreuses mesures pour améliorer notre productivité. ArcelorMittal est une compagnie tellement grande, nous pouvons faire un «benchmark» dans le groupe ! Nous avons mis en place un plan d'amélioration continue dont l'objectif est d'économiser 30 dollars (ou 20 euros) par tonne d'acier produite. Il y a eu une centaine d'initiatives dans ce domaine. En 2009, nous sommes parvenus à économiser 13 euros par tonne. Il nous reste encore 7 euros à gagner. À l'échelle du groupe, cela représentera une économie supplémentaire de 1,4 milliard d'euros. Et nous pouvons encore réduire nos coûts administratifs et nos dépenses. Cela passera notamment par une spécialisation des sites de production qui pourront être consacrés à un seul type de produit. Ce qui ne signifie pas que nous en fermerons...

... Ou que vous continuerez à réduire vos effectifs ?

Le groupe compte 35 000 employés de moins en 2009 qu'en 2008. Nous avons mis en place des plans de départ en préretraite, des plans de départs volontaires... Nous n'avons rien prévu de tel cette année. Il nous faut juste achever ce qui a été commencé. Il n'y a pas de surcapacités de production en Europe. En Chine, oui.

Vous avez aussi évoqué la reprise des investissements.

Oui. Nous allons relancer des projets miniers et des investissements dans les pays en développement, notamment au Brésil. Nous ne prévoyons pas de réaliser de nouvelles acquisitions dans l'acier. Le coût serait supérieur à celui de l'extension de capacités existantes. Nous préférons nous concentrer sur cette dernière solution.

La mise en place de la taxe carbone est-elle une menace pour vos activités en France ?

Nous serons moins compétitifs en Europe. Nous sommes en discussion avec le gouvernement français, pour lui expliquer l'impact de cette taxe sur nos coûts. J'ai rencontré le président Nicolas Sarkozy il y a quelques semaines. Il m'a dit vouloir une industrie forte en France. Nous allons devoir trouver des solutions. La politique européenne en termes de CO2 est déjà un fardeau pour la sidérurgie européenne, par rapport à nos concurrents chinois ou indiens. Cela représente clairement un coût supplémentaire, difficile à chiffrer mais bien réel. Au final, la taxe carbone pourrait être contradictoire avec une industrie forte. Mais les deux vont devoir coexister.

La production chinoise d'acier qui repart à la hausse est-elle une menace pour votre industrie ?

L'année dernière, les exportations nettes d'acier chinois se sont élevées à 10 millions de tonnes. Cette année, elles ne devraient pas dépasser 25 millions de tonnes. D'abord parce que la demande chinoise interne est repartie à la hausse. Ensuite, parce que la production chinoise d'acier repose sur des importations de matières premières, ce qui la rend moins compétitive à l'exportation. Enfin, la Chine exporte majoritairement en Asie du Sud-Est. Néanmoins, nous sommes toujours attentifs. Si la Chine exporte, cela peut tirer les prix européens à la baisse, c'est déjà arrivé, avant 2008. Il y a toujours un risque.

## **Un accord sur le site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer. (12.02)**

### **Reuters - 10.02**

Trois syndicats minoritaires du site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) ont signé un accord avec la direction accordant une augmentation de 1% des salaires et une prime de 200 euros, apprend-on de source syndicale.

La CGT, qui a qualifié l'accord de "véritable provocation", devrait cependant appeler à suspendre le mouvement de débrayages tournants mis en place depuis le 21 janvier.

"Rien n'est réglé avec cet accord. Les salariés restent mobilisés sur la question des salaires comme sur celle des effectifs et de la requalification", a dit à Reuters le secrétaire général CGT du site, Alain Autier.

Une intersyndicale CGT-CFDT-CFTC réclamait une augmentation générale des salaires de 5%.

La CFTC a choisi le week-end dernier de quitter l'intersyndicale puis de signer l'accord proposé par la direction du site avec la CGC et FO.

ArcelorMittal est le numéro un mondial de l'acier. Son site de Fos-sur-Mer emploie 3.100 personnes pour une production annuelle de 4.500.000 tonnes, principalement sous la forme d'aciers plats au carbone.

## **Libye. Tripoli refuse les visas aux ressortissants de l'espace Schengen. (17.02)**

## AP - 16.02

La Libye refuse de délivrer des visas ou d'autoriser l'entrée aux ressortissants des pays de l'espace Schengen, conséquence de l'escalade de sa dispute avec la Suisse après l'arrestation du fils du colonel Moammar Kadhafi à Genève il y a deux ans.

La France a déconseillé mardi à ses ressortissants de tenter de se rendre en Libye, l'Italie reprochant de son côté à la Suisse d'avoir pris en otage les pays de l'espace Schengen en plaçant le colonel Kadhafi et plusieurs ministres sur une "liste noire" d'interdiction de visa.

L'un des fils du dirigeant libyen, Hannibal, et son épouse avaient été arrêtés en Suisse en juillet 2008, dans un palace genevois, suite à une plainte pour maltraitance déposée par deux de leurs domestiques. Le couple Kadhafi a été libéré trois jours plus tard et a regagné la Libye, les domestiques ayant retiré leur plainte après avoir reçu un dédommagement d'une source non révélée.

L'an dernier, Moammar Kadhafi avait contraint le chef de la diplomatie helvétique, et alors président, Hans-Rudolf Merz de présenter des excuses à Tripoli. La Libye a retiré la plupart de ces fonds détenus dans des coffres suisses. Et Tripoli maintient en détention deux ressortissants suisses depuis le 19 juillet 2008, dans des procédures dénoncées par les Nations unies et Amnesty International comme une forme de chantage politique.

En réponse, la Suisse a suspendu un accord visant à améliorer les relations bilatérales avec la Libye et lancé une liste noire pour les visas, qui comprend le colonel Kadhafi et sa famille. Une mesure qui a entraîné les autres pays de l'espace Schengen, car une interdiction de visa émise par un pays membre est contraignante pour l'ensemble des autres pays appartenant à cette zone de libre-circulation.

Depuis les visas libyens venant de pays de la zone Schengen ne sont plus considérés comme valables, selon les gouvernements européens. Neuf Italiens ont ainsi été refoulés à l'aéroport de Tripoli et trois Néerlandais n'ont pu décoller pour un vol à destination de la Libye.

"Effectivement, les autorités libyennes ont décidé, sans préavis, le 14 février, de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute délivrance de visa pour les ressortissants de l'espace Schengen et d'empêcher l'accès à leur territoire des titulaires européens de visas en cours de validité", a confirmé mardi le ministère français des Affaires étrangères. "Nous déconseillons pour l'instant, à tout ressortissant français, de tenter de se rendre en Libye tant que ces mesures s'appliqueront", a ajouté la porte-parole adjointe du Quai d'Orsay lors d'un point de presse.

Le chef de la diplomatie italienne Franco Frattini a estimé que les pays de la zone Schengen se retrouvaient "pris en otages". "Nous n'avons pas de problèmes avec la Libye, c'est la Suisse", a-t-il déclaré à la télévision suisse. "Nous aidons la Suisse, mais elle ne peut pas prendre le reste de l'Europe en otage".

"Kadhafi et certains ministres ont été placés sur une liste noire Schengen par la Suisse", a expliqué M. Frattini qui a rencontré mardi son homologue français Bernard Kouchner à Paris. "La Suisse a de ce fait placé Kadhafi et les ministres sur le même plan que des criminels et terroristes".

Les autorités libyennes n'ont pas voulu faire de commentaires, mais certaines exceptions ont été faites. D'après le ministère italien des Affaires étrangères, 55 de ses ressortissants auraient été finalement autorisés à entrer en Libye.

Les nouvelles restrictions semblent par ailleurs ne pas affecter les diplomates européens et les résidents à long terme. Le géant pétrolier autrichien OMV, le groupe d'ingénierie danois FLSmidth et la compagnie pétrolière norvégienne Statoil assuraient ainsi que leurs opérations n'étaient pas affectées.

---

## Ukraine : le résultat de l'élection présidentielle est suspendu. (18.02)

### Lemonde.fr et AFP - 17.02

La Cour administrative suprême ukrainienne a suspendu, mercredi 17 février, le résultat de l'élection présidentielle en attendant de se prononcer sur le recours déposé par la candidate malheureuse, Ioulia Timochenko, qui vise à invalider la victoire de son rival Viktor Ianoukovitch. L'arrêt de la Cour publié sur son site officiel ordonne de "suspendre la décision de la Commission électorale centrale établissant le résultat du deuxième tour de la présidentielle et l'élection de Viktor Ianoukovitch" jusqu'à la fin de la procédure.

La Cour a néanmoins rejeté la requête de Mme Timochenko qui réclame d'interdire à M. Ianoukovitch, un opposant pro-russe, de prêter serment, comme cela est prévu le 25 février. "On ne peut pas donner satisfaction à cette partie de la requête" faute de "base légale", argumente la haute juridiction.

La première ministre, Ioulia Timochenko, avait déposé mardi un recours auprès de cette cour, chargée de se prononcer sur ce genre d'affaires, et dont la décision ne peut pas être contestée, arguant que la victoire de son adversaire était entachée de fraudes "systémiques et

fondamentales". Mme Timochenko, qui a été distancée de 3,5 points (890 000 voix) par son adversaire, demande l'organisation d'un nouveau second tour, à l'instar de la précédente présidentielle en 2004.

## UNE "DÉCISION DE PROCÉDURE"

La "victoire" électorale de M. Ianoukovitch avait alors été annulée pour fraudes sous la pression d'un soulèvement populaire pacifique, baptisé la "révolution orange", qui porta au pouvoir le président actuel, Viktor Iouchtchenko. Ce dernier avait remporté le "troisième" tour ordonné par la justice. Les experts ukrainiens ont, pour leur part, relativisé l'impact de l'arrêt de la Cour annoncé mercredi, estimant qu'il avait un caractère technique et ne permettait pas de préjuger de sa future décision.

"Il est tout à fait logique que la Cour suspende les résultats de l'élection pendant l'examen du recours. Des décisions analogues ont déjà été prises par la justice à la suite d'élections précédentes", a déclaré le juriste Andri Maguera, membre de la Commission électorale centrale. "On ne peut pas lier directement cette décision et le futur arrêt", a-t-il ajouté.

Andri Ermolaïev, directeur du centre des recherches sociales Sofia, est du même avis : "Il n'y a pas d'aspect politique ici, c'est une décision de procédure." Interrogé sur les chances de Mme Timochenko d'obtenir une décision favorable, il a répondu : "J'ai de forts doutes." Contrairement au scrutin de 2004, l'élection présidentielle en 2010 a été reconnue comme libre et honnête par tous les observateurs internationaux. Et de nombreux leaders mondiaux, dont le président américain Barack Obama, ont déjà félicité M. Ianoukovitch pour sa victoire.

---

## **Au Kenya, plusieurs scandales de corruption menacent le gouvernement de coalition. (18.02)**

### **Le Monde - 17.02**

Depuis qu'il a été créé pour mettre fin aux violences meurtrières postélectorales de 2008, le gouvernement d'union nationale, au Kenya, n'a pu se prévaloir d'aucune performance, gagnant le surnom révélateur de "gouvernement d'impunité nationale". Mardi 16 février, le premier ministre, Raila Odinga, a pris une mesure susceptible de remettre en cause l'existence même de cette coalition.

L'ancien candidat de l'opposition qui semblait sur le point d'emporter l'élection de Noël 2007 avant que la victoire ne soit accordée, début janvier 2008, au président sortant Mwai Kibaki, déclenchant aussitôt des vagues de violence au Kenya, a appelé les membres de sa formation, le Mouvement démocratique orange (ODM), à boycotter le gouvernement.

Jeudi, un rapport du cabinet de consultants Pricewaterhouse Coopers, commandé par le bureau du premier ministre, avait révélé l'étendue des détournements réalisés entre mai et novembre 2008 au sein de l'organisme étatique chargé de la gestion des céréales. Deux milliards de shillings (20 millions d'euros) y ont disparu, essentiellement sous la forme de transactions avec des sociétés fictives ou par la cession de 277 000 sacs de maïs retirés des stocks d'urgence nationaux pour être écoulés sur le marché. A la même période, le président Kibaki lançait un appel solennel à la communauté internationale pour une aide alimentaire d'urgence. D'autres investigations ont mis en évidence des détournements dans le secteur de l'éducation.

En conséquence, dimanche, M. Odinga a annoncé sa décision de suspendre deux ministres. Le premier, William Ruto, ministre de l'agriculture, était l'un des piliers du "Pentagone", le groupe de cinq dirigeants à l'origine de l'ODM. Selon des sources concordantes, M. Ruto est suspecté de compter parmi les principaux organisateurs de la violence dans la région de la vallée du Rift.

Visé par des poursuites judiciaires, il a le sentiment d'avoir été lâché par Raila Odinga, dont il est désormais le rival. Le second, Sam Onger, appartient au groupe de Mwai Kibaki. Le président de la République a refusé ces sanctions, affirmant vouloir réintégrer les ministres dans le gouvernement.

Pour régler le différend, M. Odinga a appelé à la rescousse Kofi Annan. L'ancien secrétaire général des Nations unies avait été l'architecte du retour au calme du Kenya. Après avoir installé le gouvernement d'union nationale et identifié les priorités en matière de réforme et de justice pour maintenir la paix, il avait laissé les Kényans en charge de la situation.

Le gouvernement d'union nationale est à présent menacé d'implosion après avoir établi un record, celui du plus gros gouvernement de la planète (quarante-deux ministres, plus de cinquante ministres délégués). Pour Wafula Okumu, chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS) : "Le pacte de l'élite politique semblait tenir tant qu'ils maintenaient le credo : "Mange (vole) et ne me regarde pas manger." Mais ils ont accumulé des squelettes dans leurs placards jusqu'à ce que l'un d'entre eux trahisse les autres."

Le porte-parole de la commission anticorruption du Kenya, Nicholas Simani, assure que son organisme "est en train d'étudier (...) le rapport très détaillé, dans l'optique de rouvrir ses enquêtes sur le scandale du maïs subventionné". La commission, depuis sa création après la première élection de Mwai Kibaki, en 2002, n'a jamais obtenu le moindre résultat.

Les détournements sont d'autant plus inquiétants qu'ils devraient servir à constituer des trésors de guerre en vue de la prochaine confrontation électorale, en 2012, dans un contexte d'impunité. Aucune des grandes réformes prévues par le plan de Kofi Annan n'a été mise en place. Aucun responsable n'a fait l'objet de poursuites. Au contraire, les personnes qui seraient tentées de témoigner dans les procès au Kenya font l'objet d'intimidations, ont relevé plusieurs organismes de défense des droits de l'homme.

---

## **G-B Les pilotes de la Lufthansa votent en faveur d'une grève de quatre jours. (18.02)**

### **AP - 17.02**

Les pilotes de la Lufthansa ont voté mercredi en faveur d'une grève de quatre jours pour des raisons salariales et des projets de transferts d'emplois vers des filiales de cette compagnie aérienne où les salaires sont inférieurs, a annoncé le syndicat Vereinigung Cockpit (VC).

Selon le syndicat, la grève commencera lundi à minuit, et plus de 90% des personnels de la Lufthansa, de Lufthansa Cargo et de Germanwings, une filiale de la compagnie, ont voté en faveur de ce mouvement social.

La Lufthansa, qui est la plus grosse compagnie aérienne d'Europe au niveau des ventes, a fait savoir dans un communiqué qu'une grève n'était pas raisonnable et qu'elle aurait des conséquences graves pour la compagnie, les salariés et les clients.

"Dans l'intérêt de la compagnie et de ses clients, Vereinigung Cockpit est invité à revenir à la table des négociations pour trouver une solution constructive. La Lufthansa fera tout pour que les effets soient aussi minimes que possibles pour les clients et les passagers", a précisé la direction dans un communiqué.

La grève pourrait concerner 4.500 pilotes de la Lufthansa, de Lufthansa Cargo et de Germanwings. Elle entraînerait des retards et des annulations de vols en Allemagne, en Europe et dans le monde entier.

---

## **Japan Airlines souhaiterait réduire les salaires de 5%. (19.02)**

### **Reuters - 18.02**

Japan Airlines a l'intention de réduire de 5% les rémunérations de ses salariés à partir du 1er avril et supprimer les primes durant l'exercice fiscal 2010-2011 pour tenter d'accélérer son redressement, rapporte le quotidien Nikkei.

Le projet de baisse des salaires est la première mesure de restructuration concrète évoquée depuis le dépôt de bilan de la compagnie aérienne en janvier, depuis lequel elle a été placée sous la tutelle de l'établissement public de redressement d'entreprises EPIC, explique le journal.

Les réductions de salaires, présentées à huit syndicats, en vue de leur application à partir du mois d'avril, devraient permettre de réduire les coûts salariaux annuels de 30 milliards de yens (242 millions d'euros), explique le Nikkei sans citer ses sources.

La décision devrait s'appliquer à tous les employés de Japan Airlines International Co., la principale société du groupe, qui assure l'ensemble des liaisons domestiques et internationales.

La direction envisage des mesures similaires pour les salariés d'autres sociétés du groupe, ajoute le Nikkei.

---

## **Les militaires prennent le pouvoir au Niger. (19.02)**

### **Reuters - 18.02**

Coup d'Etat confirmé au Niger. Un groupe de soldats mutins a annoncé jeudi soir avoir renversé le président Mamadou Tanjda, suspendu la Constitution et dissout les institutions républicaines. Le pays est désormais dirigé par une junte baptisée Conseil suprême pour la restauration de la démocratie.

Quelques heures après l'attaque en plein jour du palais présidentiel, les militaires ont pris la parole à la télévision nigérienne, confirmant avoir



pris le pouvoir dans la journée.

"Le Conseil suprême pour la restauration de la démocratie (CSRD), dont je suis le porte-parole, a décidé de suspendre la Constitution de la VIe République et de dissoudre toutes les institutions qui en sont issues", a affirmé un soldat se présentant comme le porte-parole du groupe, selon un extrait de son allocution diffusée sur France-Info.

"Nous demandons à la population de garder son calme et de rester unie autour des idéaux qui animent le CSRD et qui pourront faire du Niger un exemple de démocratie et de bonne gouvernance, à l'instar des autres Etats épris de paix et de stabilité", a-t-il ajouté.

Ce porte-parole a indiqué qu'un couvre-feu avait été décrété et que les frontières du pays étaient fermées. Il a affirmé tous les traités signés par le pays seraient respectés et a demandé à la communauté internationale de faire confiance au CSRD.

Selon un diplomate du Burkina Faso, pays voisin, le chef des mutins est le colonel Abdoulaye Adamou Harouna, ancien aide de camp du leader du dernier coup d'Etat au Niger, en 1999, le major Daouda Malla Wanke. A Niamey, des soldats d'une garnison contactés par téléphone ont confirmé que le leader des renégats était bien le colonel Adamou Harouna, mais ont donné un prénom différent, Djibril.

Le coup d'Etat a débuté jeudi après-midi, lorsque des soldats en armes ont investi le palais présidentiel à Niamey. Des tirs ont été entendus pendant une vingtaine de minutes et de la fumée s'est ensuite échappée du palais présidentiel. Des soldats ont ensuite bloqué les rues menant au bâtiment.

Selon Radio France Internationale (RFI), les soldats sont entrés dans le palais, ont neutralisé la garde présidentielle avant de pénétrer dans la pièce où Mamadou Tanjda tenait une réunion avec les ministres de son gouvernement. Ils ont alors enlevé le président et l'ont conduit dans un camp militaire dans les faubourgs de Niamey.

La France a demandé à ses ressortissants à Niamey de rester chez eux, selon le ministère des Affaires étrangères. Air France a de son côté annoncé avoir "décidé de suspendre ses vols à destination de Niamey jusqu'à nouvel avis en raison de la situation politique", a fait savoir une porte-parole de la compagnie jointe par l'Associated Press. Le vol Paris-Niamey-Ouagadougou (Burkina Faso) de jeudi n'a pas fait escale à Niamey jeudi. Air France opère quatre vols Paris-Niamey par semaine en temps normal.

A New York, la porte-parole des Nations unies Marie Okabe a indiqué que le secrétaire général Ban Ki-moon suivait de près les développements au Niger.

Ce coup d'Etat intervient après plusieurs mois de tensions entre le président Tandja et l'opposition, qui l'accuse de dérives totalitaires.

En mai 2009, le chef de l'Etat a dissout le Parlement, opposé à l'organisation d'un référendum prévu en août pour lui permettre de prolonger son second mandat au-delà de son terme officiel, en décembre dernier. La décision était légale mais, en juin, Mamadou Tanjda a invoqué des pouvoirs extraordinaires pour gouverner par décret. Or, la Constitution du Niger n'autorise le président à agir ainsi qu'en cas de menace grave sur le pays, et avec un Parlement en place pour empêcher d'éventuels abus de pouvoir.

Quelques jours plus tard, la Cour constitutionnelle a jugé illégal ce référendum. Mamadou Tanjda a réagi par décret en dissolvant la Cour et en la remplaçant par une autre dont il avait choisi les membres. L'opposition protestait depuis contre l'acharnement à rester au pouvoir de Tandja, élu en 1999 après le précédent coup militaire, puis réélu lors de scrutins jugés équitables.

Pays du sud du Sahara, frappé par la sécheresse et la désertification, le Niger a connu trois coups d'Etat entre 1974 et 1999. Le pays, qui figure parmi les moins développés selon l'index des Nations unies, a un taux de 70% d'illettrisme parmi sa population, et le plus fort taux de natalité au monde.

---

## **Assassinat d'un cadre du Hamas : les enquêteurs de Dubaï désignent le Mossad. (19.02)**

### **AP - 18.02**

Le chef de la police de Dubaï a accusé directement, "à 99%, si ce n'est pas à 100%", le Mossad israélien d'avoir orchestré l'assassinat, le mois dernier, d'un cadre du mouvement islamiste palestinien Hamas, alors que le nombre de suspects dans cette affaire est passé à 18 jeudi.

Les propos du général Dahi Khalfan Tamim, publiés sur le site Internet d'un journal du gouvernement d'Abou Dhabi, interviennent alors que la pression internationale monte pour qu'Israël réponde aux allégations concernant l'implication possible de ses services secrets dans l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, un des fondateurs de la branche militaire du Hamas, retrouvé mort le 20 janvier dans un hôtel de luxe de Dubaï.

L'enquête s'est aussi étendue aux Etats-Unis, les autorités des Emirats arabes unis (EAU) affirmant que les tueurs présumés auraient utilisé de faux passeports pour ouvrir des comptes dans des banques américaines leur permettant d'utiliser des cartes de crédit.

"Nos investigations révèlent que le Mossad est impliqué dans le meurtre d'al-Mabhouh. Il est sûr à 99%, si ce n'est pas à 100%, que le Mossad est derrière le meurtre", a affirmé le général Dahi Khalfan Tamim au journal "The National", détenu par le gouvernement d'Abou Dhabi.

Le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, n'a pas voulu faire de commentaires.

Les ambassadeurs israéliens en Grande-Bretagne et en Irlande ont été convoqués jeudi par les autorités de ces pays pour donner des explications, suite à des allégations selon lesquelles des passeports européens ont été utilisés dans le cadre de l'opération.

Les autorités britanniques ont annoncé qu'elles allaient enquêter pour savoir comment certains suspects dans l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh détenaient des passeports britanniques, et comment ces passeports avaient pu être contrefaits.

La France a également demandé des explications sur l'utilisation d'un faux passeport français dans cette affaire: le chargé d'affaires israélien a été reçu jeudi par le directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, qui a "exprimé la profonde préoccupation de la France quant à l'utilisation malveillante et frauduleuse de documents administratifs français".

D'après un responsable des Emirats arabes unis, au moins 18 personnes -dont deux femmes- sont désormais suspects dans cette affaire qui, selon la police de Dubaï, visait à prendre al-Mabhouh en filature et à le tuer.

Parmi eux figurent dix hommes et une femme identifiés lundi par la police de Dubaï comme des membres d'une équipe partie à Dubaï pour commettre cet assassinat, apparemment avec des faux passeports: six de Grande-Bretagne, trois d'Irlande, un d'Allemagne et un de France.

Les noms fournis par les autorités de Dubaï correspondent notamment à sept personnes vivant en Israël.

Interpol a placé ces 11 suspects sur sa liste des personnes les plus recherchées, émettant des notices rouges -son niveau d'alerte le plus élevé- auprès de ses pays membres pour "11 personnes recherchées dans le monde entier, qui ont été accusées par les autorités des EAU-Dubaï d'avoir coordonné et commis le meurtre".

Interpol, qui dit agir à la demande des autorités de Dubaï, pense que les suspects ont utilisé de faux passeports. L'Organisation internationale de police criminelle a émis les notices rouges -comprenant des photos- "pour limiter la capacité des meurtriers présumés à voyager librement en utilisant les mêmes faux passeports".

---

## **Allemagne. Accord historique dans l'industrie allemande. (19.02)**

**Lefigaro.fr - 18.02**

Les syndicats ont renoncé à des hausses de salaire en échange de garanties sur l'emploi.

Pas de grève, pas de manifestations, mais une harmonie syndicat et patronat affichée. Les négociations sur les salaires et les conditions de travail dans la métallurgie pour la Rhénanie-du-Nord-Westphalie se sont conclues jeudi sur un accord qui réjouit les deux parties. «C'est un bon résultat», s'est félicité le chef du syndicat IG Metall, Berthold Huber, «avec un partage des sacrifices justes». «Voici un signe remarquable de management de crise commun», a pour sa part déclaré Martin Kannegiesser, représentant des chefs d'entreprise.

Dans un secteur très touché par la crise, le syndicat IG Metall avait fait le premier pas en ne réclamant pas d'augmentation de salaire chiffrée, une première dans son histoire. En contrepartie, les entreprises ont accepté de garantir l'emploi dans ce Land, le plus peuplé du pays.

Les mesures annoncées doivent désormais permettre aux entreprises du secteur, qui compte 3,4 millions de salariés en Allemagne, de sortir ensemble de la crise. Mesure phare de l'année 2009, le chômage partiel va être prolongé selon les besoins. Les employeurs pourront réduire le temps de travail jusqu'à 28 heures par semaine ; mais le manque à gagner pour les ouvriers sera partiellement compensé. Une prime de 320 euros sera versée cette année et, en 2011, le travail à temps partiel sera revalorisé de 2,7 %. Cela doit permettre aux entreprises de baisser leurs charges salariales, tout en ne pénalisant pas les salariés. Servir de modèle

Cet accord, qui court jusqu'en avril 2012, ne vaut que pour la Rhénanie mais doit servir de modèle aux négociations similaires qui ont lieu en Bade-Wurtemberg. Là-bas se trouve entre autres le siège de Daimler, très touché par la crise. Volkswagen, en Basse-Saxe, a déjà tiré parti de la situation : dans un contrat passé début février avec ses salariés, le constructeur automobile a accepté de garantir l'emploi jusqu'en 2014 en échange d'un accroissement de la productivité de 10 % par an. Le recours au chômage partiel, quoique d'un coût très élevé pour l'État,

avait été privilégié par le gouvernement dès le début de la crise. Avec des résultats probants : le nombre de chômeurs n'a augmenté que modérément dans le pays, plafonnant à 3,6 millions de personnes en janvier.

Seul bémol : «Ce n'est pas aussi favorable pour la consommation des ménages», explique Carsten Brezski, économiste à ING Financial Markets. Mais il reconnaît l'avantage pour les entrepreneurs allemands, qui «continuent de suivre la voie de la modération salariale et essaient de maintenir leur compétitivité, ce qui est bon pour les exportations». Et à terme, pour la croissance.

Commentaire.

Pas de grève, pas de manifestations, pas d'augmentation de salaires jusqu'en avril 2012, la bureaucratie pourrie des syndicats allemands dans ses oeuvres : sauvons le capitalisme, vive le capitalisme ! Un accord digne d'un syndicat jaune, car demain il combattra au côté du patronat les ouvriers qui réclameront malgré tout une augmentation de salaire. A bas la direction d'IG Metall, à bas le SPD !

---

## **Zimbabwe. Un millier de fonctionnaires manifestent au Zimbabwe. (20.02)**

**Lemonde.fr - 19.02**

Un millier de fonctionnaires zimbabwéens, en grève depuis deux semaines pour obtenir des hausses de salaires, ont manifesté, vendredi 19 février à Harare, derrière des pancartes indiquant 'nous ne voulons pas des salaires d'esclaves'. Les manifestants, qui réclament des salaires de 630 dollars contre 150 aujourd'hui, ont défilé jusqu'au Parlement et au ministère des finances, où ils ont déposé une pétition.

Dans ce texte, ils se disent 'inquiets face au manque de transparence du gouvernement, qui assure ne pas avoir les moyens de satisfaire les attentes salariales des fonctionnaires'. Depuis le début du mouvement de grève, qui n'est pas très suivi, le gouvernement a offert environ 10 dollars à chaque fonctionnaire pour des primes de logement ou de transport, mais assure ne pas pouvoir faire plus.

En 2008, l'hyperinflation avait vidé leurs salaires de toute valeur et la plupart avaient fui à l'étranger ou arrêté de travailler, déclenchant une grave crise, dans les hôpitaux et les écoles notamment. La dollarisation de l'économie et le retour des donateurs internationaux après la formation d'un gouvernement d'union en février 2009 avaient permis de stabiliser leurs revenus. Mais 150 dollars ne sont pas suffisants assurer une vie décente, selon les manifestants.

---

## **La Russie livrera des missiles antimissiles à l'Iran. (20.02)**

**Reuters - 19.02**

La Russie entend respecter ses engagements et livrer à l'Iran le système de défense antimissiles S-300 commandé par Téhéran, a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères Sergeï Riabkov, cité par l'agence Interfax.

Moscou avait indiqué mercredi que la livraison avait été reporté pour des raisons techniques.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, reçu lundi au Kremlin, a invité le président russe Dmitri Medvedev à renoncer à cette vente qui pourrait permettre à Téhéran de faire face à des frappes ciblées contre ses installations nucléaires.

"Il existe un contrat pour fournir ce système à l'Iran et nous le remplirons. Les retards sont dus à des problèmes techniques", a déclaré Sergeï Riabkov.

Ce dernier s'est élevé contre les tentatives de politiser les exportations d'armes russes vers l'Iran.

"Il est absolument incorrect de mettre l'accent sur la question de la fourniture de S-300 et d'en faire un problème majeur, sans parler du fait de la lier aux discussions visant à rétablir la confiance sur le caractère purement pacifique du programme nucléaire iranien", a-t-il dit.

---

## **USA. Les responsables qui ont autorisé les interrogatoires des années Bush blanchis. (20.02)**

**AP - 19.02**

Les juristes du ministère de la justice des Etats-Unis ont fait preuve de manque de discernement, mais sans commettre de faute professionnelle lorsqu'ils ont autorisé la CIA à employer des techniques d'interrogatoire comme la planche à eau, estime une enquête interne publiée vendredi.

Les hommes de loi chargés de justifier ce mode d'action avaient estimé que le waterboarding ne pouvait provoquer "ni douleur ni aucune blessure réelle" et ne correspondait donc pas aux critères définissant la torture physique.

La décision vient clore le chapitre des méthodes douteuses employées sous la présidence Bush pour combattre le terrorisme. Le président Barack Obama avait qualifié la simulation de noyade de torture, mais sans pousser jusqu'à la condamnation de ceux qui y ont eu recours.

Les juristes de la Justice ont aussi permis à la CIA de placer un suspect dans une boîte exigüe. Et comme il semblait avoir peur des insectes, ils ont envisagé de l'enfermer en compagnie de mille-pattes.

Une première enquête interne avait établi que les anciens juristes du gouvernement Jay Bybee et John Yoo avait commis des erreurs professionnelles, ce qui aurait pu leur coûter le droit d'exercer, si un supérieur ne les avait pas couverts.

---

## **Turquie: une cinquantaine d'officiers interpellés pour complot présumé en vue d'un coup d'Etat. (23.02)**

### **AP - 22.02**

Une cinquantaine d'officiers de l'armée ont été interpellés lundi dans huit villes de Turquie par les forces de police pour implication présumée dans un complot destiné à faire sauter des mosquées en vue de renverser le gouvernement.

L'arrestation de 49 militaires, selon la chaîne de télévision CNN-Turk, -dont des "pachas", un titre d'honneur datant de l'époque ottomane- prouve que de tels responsables ne sont plus intouchables.

L'armée turque a renversé quatre gouvernements depuis 1960, démontrant son influence depuis que Mustafa Kemal Ataturk a créé la république sur les cendres de l'Empire ottoman.

Le vice-Premier ministre Bulent Arinc a exprimé lundi ses regrets au sujet de la pendaison en 1961 d'un Premier ministre et de deux de ses ministres par les leaders du coup d'Etat. Mais il a souligné que ces temps étaient révolus et que la Turquie était désormais engagée dans un processus de normalisation.

Le chef du gouvernement Recep Tayyip Erdogan, dont la formation, le Parti de la justice et du développement (AKP), est issue de la mouvance islamiste, s'est pour sa part refusé à tout commentaire sur l'opération des forces de police, soulignant qu'elle avait été menée sur ordre du parquet. "Il ne serait pas opportun que je m'exprime sur une affaire qui se trouve déjà entre les mains du pouvoir judiciaire", a-t-il déclaré en marge d'une visite à Madrid.

L'image de l'armée a déjà été ternie par des allégations selon lesquelles elle aurait projeté de renverser le gouvernement élu de M. Erdogan pour saper la laïcité dans ce pays majoritairement musulman.

Les officiers interpellés lundi sont accusés d'avoir voulu commettre des attentats à la bombe contre des mosquées pour plonger le pays dans le chaos et ouvrir ainsi la voie à un coup d'Etat, selon des informations. Ils sont également soupçonnés d'avoir participé à un complot afin d'abattre un avion militaire turc pour provoquer un conflit armé avec la Grèce et déstabiliser le gouvernement turc. L'armée a vivement démenti l'ensemble de ces allégations.

Plusieurs hauts responsables militaires figurent parmi les personnes arrêtées, dont l'ex-chef adjoint de l'armée, le général Ergin Saygun, l'ancien chef de l'armée de l'air, le général Ibrahim Firtina, et l'amiral Ozden Ornek, ancien chef de la marine. D'autres hauts gradés comptent au nombre des suspects.

Jusqu'à présent, la justice a inculpé plus de 400 personnes dans le cadre de l'affaire, dont des soldats, des universitaires, des journalistes et des personnalités politiques. Aucune condamnation n'a encore été prononcée.

Les interpellations de lundi font suite à des mises sur écoute et à la découverte de caches d'armes, qui portent un coup à la crédibilité de l'armée.

Sous la pression de l'Union européenne, Erdogan a réduit de façon spectaculaire le pouvoir de l'armée, renforcé les autorités civiles et soutenu les institutions démocratiques.

## **Souveraineté des Malouines: les pays latino-américains soutiennent l'Argentine. (24.02)**

**AP - 23.02**

Les 32 pays latino-américains et des Caraïbes réunis au sommet de Playa del Carmen ont affirmé lundi leur soutien à l'Argentine dans le conflit qui l'oppose à la Grande-Bretagne concernant la souveraineté des îles Malouines.

L'Argentine a présenté un communiqué de presse faisant état d'une citation du président mexicain Felipe Calderon qui indique que "les chefs d'Etat et Premiers ministres présents ici réaffirment leur soutien aux droits légitimes de la république argentine dans le différend qui l'oppose à la Grande-Bretagne au sujet des îles Malouines".

Felipe Calderon ne s'est pas exprimé de vive voix sur le sujet.

"Il est important d'avoir reçu un soutien aussi fort" s'est félicité la présidente argentine, Cristina Kirchner. "Le plus important va être de réussir à obtenir le soutien des grandes puissances, celles qui ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Onu" a poursuivi Cristina Kirchner.

Ce soutien de 32 pays d'Amérique latine intervient alors que la compagnie pétrolière britannique Desire Petroleum a annoncé lundi avoir entamé des opérations de prospection au large des îles Malouines, à l'origine de nouvelles tensions entre l'Argentine et la Grande-Bretagne.

Les deux pays se sont fait la guerre en 1982 pour cet archipel situé au large de l'Argentine, qui en revendique toujours la souveraineté. Les projets britanniques d'exploration de gisements de gaz naturel et de pétrole dans la région, potentiellement importants selon certains spécialistes, ont ravivé la querelle.

Le gouvernement argentin a décidé de réclamer une autorisation spéciale pour les navires se rendant aux Malouines. Londres a riposté la semaine dernière, affirmant que l'Argentine ne pouvait pas contrôler les eaux territoriales autour de l'archipel, baptisé Falklands par la Grande-Bretagne.

---

## **L'Amérique latine et les Caraïbes créent un nouveau bloc. (24.02)**

**Lemonde.fr - 23.02**

Les chefs d'Etat et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes ont décidé, mardi 23 février à Cancun (Mexique), la création d'un nouveau bloc régional dont les Etats-Unis et le Canada ne feront pas partie, a annoncé le président mexicain, Felipe Calderon. Lire la suite l'article

La nouvelle organisation devrait constituer une alternative à l'Organisation des Etats américains (OEA), longtemps dominée par Washington et siégeant encore dans la capitale des Etats-Unis, explique le quotidien espagnol El Pais. Elle 'devra stimuler en priorité l'intégration régionale en considérant la mise en valeur de notre développement durable, faire valoir les projets de la région dans les rendez-vous internationaux', a déclaré M. Calderon, lisant la déclaration finale de ce sommet qui réunissait trente-deux pays, dont vingt-quatre représentés au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement.

Cette nouvelle initiative 'est d'importance historique', a déclaré au sommet le président cubain, Raul Castro. 'Cuba considère que les conditions sont remplies pour avancer rapidement vers la constitution d'une organisation régionale purement latino-américaine et caribéenne', a-t-il ajouté. Le président vénézuélien, Hugo Chavez, chef de file de la gauche radicale latino-américaine, a renchéri en affirmant qu'il s'agissait de 'se défaire définitivement de la domination des Etats-Unis sur le continent'.

---

## **Afghanistan: Karzaï prend le contrôle de la commission des plaintes électorales. (25.02)**

**AP - 24.02**

Le président afghan Hamid Karzaï embarrasse ses alliés étrangers en prenant le contrôle de la commission des plaintes électorales.

Par un décret signé la semaine dernière et publié lundi, il s'octroie le pouvoir de nommer les cinq membres de cette commission qui avait mis

au jour les fraudes en sa faveur lors de la présidentielle d'août 2009.

Auparavant, les Nations unies désignaient le président de cette commission et deux autres membres, tandis que la commission des droits de l'Homme et la Cour suprême afghanes en nommaient chacune un.

Désormais, le président afghan pourra nommer lui-même les cinq membres de la commission des plaintes électorales après s'être concerté avec les chefs des groupes parlementaires et le président de la Cour suprême.

Syamak Herawi, porte-parole d'Hamid Karzaï, affirme qu'il s'agit d'afghaniser la commission. "Les membres internationaux touchaient de gros salaires et ne se souciaient pas de l'intérêt national afghan", a-t-il déclaré. "A présent, il n'y aura plus d'ingérence. Les étrangers pourront être observateurs." Syamak Herawi estime que la commission restera indépendante car ses membres seront nommés après consultations.

"C'est une mauvaise nouvelle pour la démocratie", considère de son côté Gerard Russell, un ancien conseiller politique de l'ONU qui avait démissionné sur un différend autour de la présidentielle d'août 2009. "Si le président Karzaï le souhaite, cela pourrait empêcher la tenue d'élections libres en Afghanistan."

Les diplomates occidentaux en poste à Kaboul exprimaient des préoccupations semblables mais refusaient d'être cités.

Le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon s'inquiétait de ce que le décret pourrait diminuer l'indépendance de la Commission des plaintes afghanes. Cette commission était présidée par le Canadien Grant Kippen en août.

L'ONU, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont publié des déclarations générales rappelant leur attachement à toute réforme qui permettrait de rendre plus juste le processus électoral afghan, sans se prononcer clairement sur le décret publié lundi.

"La décision du président Karzaï (...) aurait gagné à être davantage concertée avec l'ensemble des responsables politiques afghans concernés par ce processus", a jugé le ministère français des Affaires étrangères mercredi. "D'autres réformes apparaissent nécessaires", estimait Paris, en citant "le fonctionnement de la commission électorale indépendante".

Les législatives afghanes, initialement prévues en mai, ont été repoussées en septembre 2010. Les pays donateurs ont en effet refusé de financer ce scrutin tant que des réformes n'étaient pas mises en oeuvre afin de garantir que les fraudes commises lors de la présidentielle ne se répéteraient pas.

---

## **Bangladesh : 900 soldats vont être inculpés pour une mutinerie. (25.02)**

**Lemonde.fr - 24.02**

Le Bangladesh va poursuivre en justice quelque 900 garde-frontières soupçonnés de meurtres, d'incendies volontaires et de pillages commis lors d'une mutinerie en février 2009.

Des centaines d'hommes des Bangladesh Rifles (BDR) s'étaient mutinés le 25 février 2009 durant 33 heures contre leurs officiers après le rejet de revendications concernant leurs soldes et leurs conditions de travail. Au moins 74 personnes avaient été tuées, la plupart des militaires, dont les corps affreusement mutilés avaient été mis au jour dans des fosses communes et des égouts.

Ces hommes des BRD auraient pris part aux meurtres d'officiers de l'armée, aux pillages, aux incendies volontaires et aux tortures contre des membres de familles d'officiers', a déclaré un procureur, mercredi 24 février. Les BDR appartiennent à une unité paramilitaire chargée de la surveillance des frontières. 'Nous sommes à la dernière étape de l'enquête. Ils seront bientôt inculpés', a-t-il ajouté, précisant que la peine maximale pour de tels chefs d'accusation était la mort par pendaison.

---

## **Espagne. Manifestations en Espagne contre la réforme des retraites. (25.02)**

**Le Monde - 24.02**

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, mardi 23 février à Madrid, Barcelone et Valence, contre le projet de réforme des retraites du gouvernement espagnol, qui prévoit notamment de relever l'âge légal de départ de 65 à 67 ans. D'autres rassemblements "pour la défense des pensions" sont prévus dans plusieurs autres villes du pays d'ici au 6 mars à l'appel des deux principales centrales syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CC.OO).

Une économie souterraine qui se développe.

Le poids de l'économie souterraine en Espagne a connu une augmentation en 2009 à cause de la crise économique. Elle représenterait 23,3 % du produit intérieur brut (PIB), selon une étude du syndicat des techniciens du ministère du budget (Gestha), publiée mardi 23 février : "La crise a entraîné une augmentation de l'évasion fiscale, provoquant une hausse de 0,7 point de pourcentage de l'économie souterraine." Les recettes de TVA et celles de l'impôt sur les sociétés ont été les plus affectées, en baisse de 29,8 % et de 23,1 % en 2009. - (AFP.)

La participation n'a sans doute pas été aussi "massive" que l'espéraient les organisateurs contre "la terrible erreur" du gouvernement, mais c'est la première fois, depuis son arrivée au pouvoir en 2004, que le chef du gouvernement socialiste, José Luis Rodriguez Zapatero, doit faire face à une mobilisation unitaire des syndicats. Ni l'hémorragie des emplois causée par la crise depuis deux ans (près de 20 % de chômeurs) ni même l'annonce récente d'un assouplissement possible des procédures de licenciements n'avaient rompu l'harmonie entre son exécutif et les organisations de travailleurs.

Ces dernières n'ont pas apprécié que la réforme des retraites ait été annoncée sans concertation préalable, le 29 janvier, dans la foulée d'un plan de rigueur destiné à rassurer la zone euro sur la fiabilité de l'économie espagnole après la défaillance grecque. "Les marchés financiers poussent le gouvernement à changer de monture au milieu du gué, mais quand on fait cela, généralement, on est emporté par le courant", a averti Candido Mendez, le leader de l'UGT, un syndicaliste pourtant si proche du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) que l'opposition le qualifie souvent de "ministre-bis du travail". Le Parti populaire (PP, droite) a d'ailleurs salué, non sans ironie, "l'effort des syndicats pour réveiller le gouvernement".

L'exécutif socialiste, au plus bas dans les sondages, a renoncé à passer en force. A la veille des manifestations, M. Zapatero a répété qu'il "écoute" les syndicats et qu'il "ne gouverne pas avec des décrets", mais il a du mal à les convaincre d'entamer des négociations. Si la disposition très controversée de l'allongement de la période de calcul du montant des pensions a été retirée du projet, le principe du recul de l'âge légal à 67 ans ne passe toujours pas. Environ 84 % des Espagnols y sont opposés, selon un sondage récent, et plus de la moitié sont prêts à appuyer une grève générale sur ce thème.

"Nous ne sommes pas de ceux qui rompent la paix sociale, ni qui souhaitent le faire dans l'avenir, mais cela dépendra beaucoup des propositions et des positions du gouvernement", a souligné Candido Mendez, ajoutant qu'il n'existe "aucun point d'entente" pour amorcer un dialogue.

La réforme est "inutile et dommageable", selon Ignacio Fernandez Toxo, secrétaire général des CC.OO, car les Espagnols ont déjà "une protection sociale de deuxième ou troisième catégorie". Au Parlement, des alliés traditionnels du PSOE, comme Izquierda Unita (IU, écolo-communistes), les indépendantistes catalans d'Esquerra republicana de Catalunya (ERC) et le Parti nationaliste basque (PNV), ont demandé le retrait pur et simple du projet.

Pour José Luis Rodriguez Zapatero, il s'agit d'un débat "sur le long terme, qui n'a rien à voir avec la crise". Toutefois, sa marge de manoeuvre est étroite. La réforme des retraites est nécessaire pour la sauvegarde du système en raison d'une démographie très défavorable : un Espagnol sur trois aura plus de 65 ans en 2049. Surtout, elle constitue un élément clé du plan de stabilité que l'Espagne a présenté début février à Bruxelles. La capacité de Madrid à mener à bien cette réforme, comme le plan d'austérité de 50 milliards d'euros visant à ramener sur trois ans le déficit public de 11,4 % à 3 %, est scrutée de près par les marchés et par les institutions internationales.

Présent à Madrid, mardi 23 février, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, n'a pas manqué de rappeler que "les projets de réforme sociale qui se débattent actuellement sont plus nécessaires que jamais". Pour lui, la réforme des retraites est "un signal indispensable" pour rassurer les marchés sur la volonté du gouvernement espagnol de s'attaquer aux déficits. Au cours de cette journée, M. Zapatero, qui assure la présidence tournante de l'Union européenne, a reçu l'appui de la nouvelle Commission européenne, en visite dans la capitale espagnole. Son président, José Manuel Barroso, a affirmé sa "pleine confiance dans l'économie espagnole".

---

## **Grèce. Grève générale en Grèce contre le plan d'austérité. (25.02)**

**AP- 24.02**

Environ 50.000 personnes ont défilé mercredi dans le centre d'Athènes pour protester contre le plan d'austérité décidé par le gouvernement pour réduire le lourd déficit public qui a plongé le pays dans la crise. Toute la Grèce était largement paralysée par une grève générale de 24 heures des salariés du privé et du public.

Des incidents ont éclaté à l'issue de la marche de protestation dans la capitale. Des heurts ont opposé policiers et manifestants près du Parlement, et au moins deux personnes ont été arrêtées et plusieurs vitrines de magasins saccagées, selon la police. Au ministère des Finances, des fenêtres du Bureau de comptabilité général, dont le travail a été fustigé par l'Union européenne, ont été brisées.

Test majeur pour les syndicats, cette première grève générale depuis l'élection du gouvernement de centre-gauche de Georges Papandréou en octobre a entraîné l'annulation de tous les vols au départ et à l'arrivée des aéroports grecs. Les trains et les bateaux étaient également à l'arrêt.

Des millions d'habitants de la banlieue d'Athènes, privés de la majeure partie des transports publics, ont dû trouver d'autres solutions pour se déplacer. Etablissements scolaires, centres des impôts et services municipaux étaient également fermés tandis que des personnels d'urgence étaient sur le pont dans les hôpitaux publics. Les journalistes observaient également une grève de 24 heures.

Les deux principales confédérations syndicales, GSEE pour le secteur privé et ADEDY pour le public, sont farouchement opposées aux mesures de rigueur annoncées ces dernières semaines par le gouvernement Papandréou. Le Premier ministre socialiste a promis à Bruxelles de ramener le déficit public de 12,7% du produit intérieur brut (PIB) à 8,7% cette année, soit un taux encore bien supérieur à la limite des 3% du PIB prônée par l'UE.

"Si toutes les mesures sont appliquées, le chômage montera en flèche" pour atteindre un "record" à l'échelle européenne, a estimé Stathis Anestis, porte-parole de GSEE. "Notre pays entrera dans une récession massive", "ce sera tragique parce que cela provoquera une (agitation) sociale et des affrontements".

Le taux de chômage en Grèce a atteint 10,6% en novembre 2009, son plus haut niveau en cinq ans, contre 9,8% en octobre.

La grève de mercredi fait figure de test crucial pour les organisations syndicales en matière de mobilisation, alors que de récentes enquêtes d'opinion montrent que le plan d'austérité du gouvernement bénéficie d'un fort soutien public. Selon un sondage diffusé dimanche par le quotidien "Ethnos", 57,6% des Grecs estiment que les mesures prises jusqu'à présent vont "dans la bonne direction", tandis que 75,8% pensent que les syndicats doivent faire preuve de retenue jusqu'à la fin de la crise.

La révélation de l'ampleur de la dette grecque a provoqué une crise qui a menacé de s'étendre à d'autres pays fragilisés de la zone euro et obligé l'Union européenne à réagir pour rétablir la confiance dans la monnaie unique.

Les socialistes au pouvoir ont gelé salaires et embauches dans la fonction publique, réduit les primes, augmenter des taxes à la consommation et décidé de reculer l'âge de départ à la retraite.

Les taux de crédit grecs demeuraient néanmoins élevés mercredi, reflétant les inquiétudes des marchés sur un éventuel défaut de paiement d'Athènes. L'agence de notation Standard & Poor's a d'ailleurs annoncé mercredi qu'elle envisageait d'abaisser encore la note de la dette souveraine de la Grèce le mois prochain, d'un ou deux échelons, ce qui pourrait la ramener à un BBB-, ce qui renchérirait encore le coût de sa dette publique.

L'Union européenne a donné jusqu'au 16 mars à la Grèce pour montrer des signes d'amélioration, quitte à exiger des mesures supplémentaires au cas contraire. Ce qui pourrait comprendre une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), actuellement de 19%, et de nouvelles réductions de primes dans la fonction publique.

Le gouverneur de la Banque centrale grecque Georges Provopoulos a souligné mardi que la crise avait accentué la nécessité de réformes économiques majeures. "La crise pourrait offrir une chance de mener des réformes nécessaires -et pas seulement d'avoir un débat sur le sujet", a-t-il lancé, jugeant que la non-application de telles réformes coûterait très cher.

---

## **Lybie. Mouammar Kadhafi appelle au "djihad" contre la Suisse. (26.02)**

### **Reuters - 25.02**

Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi appelle à mener par tous les moyens le "djihad" ou lutte armée contre la Suisse en affirmant qu'il s'agit d'un Etat infidèle qui détruit les mosquées.

"Tout musulman n'importe où dans le monde qui travaille avec la Suisse est un apostat, est contre (le Prophète) Mahomet, Dieu et le Coran", a affirmé le colonel Kadhafi à Benghazi, lors d'une réunion marquant le jour de la naissance du Prophète.

Les relations entre la Libye et la Suisse se sont détériorées en 2008 lorsqu'un fils de Kadhafi et l'épouse de ce dernier ont été arrêtés dans un hôtel de Genève et accusés d'avoir maltraité leurs domestiques.

Le couple avait été rapidement relâché et la justice suisse avait renoncé à ses poursuites lorsque les deux domestiques ont retiré leur plainte après être parvenus à une transaction avec leurs employeurs.



L'indignation de la Libye s'était manifestée par l'interruption de ses livraisons de pétrole, le retrait de cinq milliards de dollars d'avoirs libyens de comptes suisses et l'arrestation de deux hommes d'affaires suisses travaillant en Libye.

Rachid Hamdani, retenu en Libye pendant 19 mois a finalement quitté le pays mardi, mais un autre homme d'affaires suisse, Max Göldi, a dû quitter lundi l'ambassade de Suisse à Tripoli, où il s'était réfugié, pour être transféré dans une prison libyenne afin d'y purger une peine de quatre mois.

Les deux hommes étaient poursuivis pour infraction à la loi sur l'immigration. Tripoli maintient qu'il n'y a aucun lien entre les deux affaires.

"Combattons la Suisse, le sionisme et l'agression étrangère", a déclaré Kadhafi, ajoutant "qu'il ne s'agit pas de terrorisme" contrairement aux actions d'Al Qaïda qu'il qualifie de "sorte de crime et de maladie psychologique".

"Il y a une grande différence entre le terrorisme et le djihad qui est un droit à la lutte armée", a-t-il indiqué, devant des représentants d'une douzaine de pays musulmans rassemblés sur une place de Benghazi.

Kadhafi a accusé la Suisse d'être "un pays infidèle, obscène qui détruit les mosquées", faisant allusion au résultat d'un référendum interdisant la construction de minarets.

Le 29 novembre, 57,7% des votants ont approuvé l'interdiction des minarets lors d'un référendum soutenu par l'extrême droite suisse. Le gouvernement fédéral avait appelé les électeurs à rejeter le texte, estimant qu'il allait à l'encontre de la liberté religieuse.

Kadhafi a lancé un appel au "djihad contre le pays par tous les moyens".

Les musulmans doivent aller dans tous les aéroports du monde islamique et empêcher l'atterrissage de tous les avions suisses, dans tous les ports et empêcher les bateaux suisses de jeter l'ancre, inspecter toutes les boutiques et les marchés pour mettre un terme à la vente de produits suisses", a-t-il affirmé.

---

## **L'Azerbaïdjan brandit un risque de "grande guerre" au Caucase. (26.02)**

**Reuters - 25.02**

L'Azerbaïdjan a mis en garde contre le risque d'un conflit autour du Haut-Karabakh et estimé qu'une "grande guerre" dans le Sud-Caucase était inévitable si l'Arménie n'en retirait pas ses forces armées.

Les habitants du Haut-Karabakh, chrétiens d'origine arménienne soutenus par l'Arménie, ont fait sécession de l'Azerbaïdjan musulman peu avant la désintégration de l'Union soviétique en 1991.

Environ 30.000 personnes ont été tuées dans le conflit qui a suivi jusqu'au cessez-le-feu de 1994, mais la situation reste très instable dans cette région parsemée d'oléoducs et de gazoducs reliant l'Asie centrale à l'Europe.

"La diplomatie n'a obtenu aucun résultat concret en quinze ans et l'Azerbaïdjan n'attendra pas quinze années de plus", a déclaré le ministre azerbaïdjanais de la Défense, Safar Abiyev, à l'ambassadeur de France à Bakou, Gabriel Keller, selon un communiqué de ses services.

"L'affaire est à présent entre les mains de l'armée, et le danger augmente. Si l'occupant arménien ne libère pas nos terres, le déclenchement d'une grande guerre dans le Sud-Caucase est inévitable."

L'Azerbaïdjan menace fréquemment de reprendre le Haut-Karabakh par la force, mais les tensions régionales se sont accrues depuis le rapprochement entre l'Arménie et la Turquie, son alliée.

Erevan et Ankara ont décidé l'an dernier de rouvrir leur frontière commune, fermée par la Turquie en 1993 en signe de solidarité avec l'Azerbaïdjan.

Mais face à la colère de Bakou, la Turquie a renoncé à ce projet et demandé à l'Arménie de commencer par retirer ses troupes des territoires conquis durant la guerre.

Les médiateurs des Etats-Unis, de la France et de la Russie dans ce conflit affirment que les pourparlers progressent entre les présidents azerbaïdjanais et arménien, mais de source diplomatique, on souligne qu'aucun camp ne semble prêt à faire les concessions nécessaires à la signature d'un accord de paix.

Les soldats présents à la frontière échangent régulièrement des tirs. La semaine dernière, Bakou a annoncé que trois de ses militaires avaient été tués par des tireurs embusqués arméniens. Les autorités du Haut-Karabakh ont démenti.

## **Un nouveau scandale rejallit sur le Parlement italien. (28.02)**

**lefigaro.fr - 26.02**

Un sénateur du parti de Berlusconi serait impliqué dans le détournement de 2 milliards d'euros.

La Ndrangheta calabraise a fait son entrée au Parlement italien en recrutant un sénateur à l'origine de «l'une des fraudes les plus colossales jamais commises en Italie», selon le juge Aldo Morgigni qui mène l'enquête.

Nicola Di Girolamo, un Calabrais élu en 2008 au Sénat dans une circonscription réservée aux Italiens de l'étranger, était «le promoteur et le chef d'une association criminelle transnationale qui s'est rendue responsable d'une foule de délits», relève le magistrat en demandant au Parlement d'autoriser son arrestation. Il devrait obtenir gain de cause jeudi prochain.

Selon l'accusation, des fausses factures pour un montant de 2 milliards d'euros auraient été émises dans des échanges fictifs de services de communication entre l'Italie et l'étranger. Le fisc aurait été lésé de 365 millions d'euros, tandis que les escrocs auraient ajouté 96 millions d'euros de crédits de TVA à leur pactole.

La fraude, qui durait depuis des années, était «particulièrement complexe et raffinée», selon le parquet. Elle faisait appel à une kyrielle de sociétés-écrans dispersées dans le monde. Des factures pour de faux achats de services dans le domaine des communications partaient de Londres et transitaient par l'Italie avant de repartir pour les paradis fiscaux majorées de 19% de TVA. Deux grands noms de la téléphonie sont mis en cause : Fastweb, deuxième opérateur italien de téléphonie fixe, ainsi que Telecom Italia Sparkle, filiale du numéro un des télécommunications. La justice se prononcera le 2 mars sur la mise en administration judiciaire de Fastweb, un groupe de 3 500 salariés et 2 millions de clients.

Cinquante-six personnes ont été arrêtées : avocats, agents de Bourse, financiers et une kyrielle de prête-noms. Environ 200 appartements, des tableaux de maître, des voitures de luxe et un yacht ont été mis sous scellés. Quatre arrestations ont été opérées en Grande-Bretagne et des perquisitions ont été effectuées en Suisse et au Luxembourg.

Élu grâce à la Ndrangheta

Au centre du scandale se trouve Silvio Scaglia, le pionnier des nouvelles technologies en Italie. En 1999, il avait fondé Fastweb, dont il revendit par la suite 82% à Swisscom, en pleine euphorie de la nouvelle économie. Doté d'une fortune personnelle de 1,2 milliard d'euros, qui en fait le 13e homme le plus riche d'Italie, il est accusé de fraude fiscale aggravée et d'association criminelle. D'Argentine, où il est en déplacement, il affirme n'avoir rien à voir avec le trafic, «une histoire de fous». Il annonce son retour ce samedi en Italie pour se mettre à la disposition de la justice : «Je suis absolument serein», dit-il.

Les dirigeants actuels et passés des deux sociétés ont également été mis en examen. Ils affirment n'avoir jamais émis de fausses factures, ni constitué de caisses noires à l'étranger. Le groupe Telecom Italia a reporté hier la proclamation de ses résultats annuels, la justice ayant saisi pour 300 millions d'euros de comptes et de crédits de sa filiale Sparkle.

Di Girolamo, le sénateur incriminé par les magistrats, avait été élu en mai 2008 sur une liste du PDL (le parti de Silvio Berlusconi) dans la circonscription de Bruxelles (alors qu'il réside en Italie) grâce à 24 500 votes recueillis en Allemagne par des émissaires de la Ndrangheta. Ses «agents électoraux» étaient un chef de clan, Franco Pugliese, ainsi qu'un industriel d'extrême droite lié au crime organisé, Gennaro Mokbel. Ce parlementaire menant grand train, avec voitures de luxe et superyacht, administrait toute une série de sociétés impliquées dans le scandale. Des photos le montrent en compagnie de Pugliese et de Mokbel.

Gianfranco Fini et Gianni Alemanno, le président de la Chambre et le maire de Rome, cités dans diverses écoutes téléphoniques, se défendent d'avoir jamais été en contact avec Di Girolamo ou avec l'extrémiste Mokbel.R. H.

[Haut de page ↗](#) [Haut de page ↗](#)